
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 3 (1975)

DOI: 10.11588/fr.1975.0.48398

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

HANS HÖRLING

L'OPINION FRANÇAISE
FACE A L'AVENEMENT D'HITLER AU POUVOIR¹

Première Partie
L'Opinion française face à la montée du
Mouvement National-Socialiste
(1930-1933)

*Va, crois-moi, ne cherche plus
Dans les cieux le cygne allemand;
Il se noie aujourd'hui dans son cloaque*
Edgard QUINET

Introduction

Nous nous proposons de publier en deux articles de larges extraits de l'étude que nous avons réalisée sur l'opinion française face à l'avènement d'Hitler au pouvoir. Tandis que dans un premier article nous évoquerons les répercussions sur l'opinion publique française de l'ascension du mouvement national-socialiste à l'époque où il se situait encore dans l'opposition, dans un deuxième article nous analyserons l'opinion des Français manifestée lors de l'exercice du pouvoir par le parti national-socialiste, pour finir par envisager sous un angle global ce que fut l'opinion française face à l'avènement d'Hitler au pouvoir.

Le grand problème de la délimitation d'un sujet scientifique dans le temps et dans l'espace devient encore plus grave lorsqu'il s'agit d'un sujet tel que celui de l'avènement d'Hitler au pouvoir. Etant donné que cet événement n'est pas l'oeuvre d'un moment, mais d'un processus lent et progressif, il nous semble justifiable de remonter à une époque antérieure au 30 janvier 1933. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi l'année 1930 comme point de départ de l'étude de notre sujet. Elle marque en effet la véritable entrée d'Hitler sur la scène politique et le commencement de l'avènement des nationaux-socialistes au pouvoir.

¹ Mémoire soutenu en Mars 1969 à Paris pour l'obtention du Diplôme supérieur de recherches et d'études politiques décerné par la Fondation Nationale des Sciences Politiques, dans le cadre du Cycle supérieur d'Etudes Politiques et visé par le Ministre de l'Education Nationale. Ce mémoire a été établi sous la direction de Monsieur le Professeur Alfred GROSSER.

De même, dans une étude telle que celle que nous nous proposons de faire, il se pose un problème de définition de la notion »d'opinion publique«; il s'avère nécessaire d'établir la portée de la fonction politique de la presse et de la propagande, ainsi que de tracer les contours de l'interdépendance entre l'opinion publique et la politique à l'intérieur du même état.

Pourtant, limité par le cadre de cette étude, nous avons dû renoncer à cette entreprise étant donné l'impossibilité de trouver une définition acceptable concernant l'opinion publique et la profonde complexité divergente, l'émiettement de l'opinion française et la diversité d'activités des grandes personnalités politiques françaises.

Nous pensons que l'étude de l'opinion publique, sans la surestimer dans sa valeur scientifique, peut nous aider à approfondir l'analyse historico-politique de ce sujet et apporter des données intéressantes à nos conclusions, mais nous nous rendons compte que des problèmes, dont l'importance et l'intérêt sont au moins équivalents à ceux de l'étude de l'opinion publique, restent posés. Si l'ensemble des désirs, espoirs, idées d'un peuple est parfois à la rigueur considéré comme opinion publique, nous même pensons qu'il s'agit plutôt d'une »opinion diffuse«. A partir du moment, où cette opinion diffuse se trouve canalisée et concrétisée par les moyens de communication de masse (cinéma, télévision, radio, et, étant donné l'époque à étudier, plus particulièrement la presse) nous considérons que nous nous trouvons en face d'une »opinion éclairée«.

C'est surtout à cette opinion éclairée, somme de différents points de vues politiques, se manifestant dans d'innombrables imprimés², que nous nous sommes référés pour faire cette étude.

Ce ne sont pas uniquement des motifs d'ordre méthodologique, ou le manque de publications consacrées à ce thème qui nous ont incités à étudier l'avènement d'Hitler au pouvoir. En fait, notre choix a surtout été dicté par l'importance mondiale que cet événement a revêtu et par les conséquences qu'il a engendrées.

D'une part, la position particulière de la France au sein du système européen, d'autre part, l'importance traditionnelle de ses relations avec l'Allemagne, expliquent la valeur que représente l'opinion française face à un événement de cette importance.

² Naturellement l'influence de la presse a aussi ses limites, car »... loin de faire l'opinion, comme le veut un préjugé assez généralisé, la presse (surtout la grande presse d'information) en est une résultante. Les journaux commandent au foules, comme les savants à la nature, en obéissant d'abord à leurs lois...« VOYENNE (Bernard) La presse dans la société contemporaine, p. 194. (Quant aux ouvrages cités, nous renvoyons, une fois pour toutes, à la bibliographie donnée en fin de cet article.)

Les conséquences de l'arrivée d'Hitler au pouvoir ont dépassé les frontières de l'Allemagne et ont touché la vie publique française elle-même: en Allemagne, se produit un changement total du système et de la vie politique, en France, c'est la fin d'une période: les sports, vedettes du spectacle, scandales, sensations (sujets qui foisonnaient dans les journaux quotidiens français), sont relégués au second plan et cèdent à nouveau la place à la politique.

L'intérêt français pour l'Allemagne

Les français considérés en général comme »introvertis« en matière de politique extérieure, firent une exception en ce qui concernait l'Allemagne. L'expérience leur avait appris que le problème allemand était vital pour la France et que la paix ou l'erreur d'une nouvelle guerre dépendait aussi de l'Allemagne. Aussi, le déclenchement de la crise de la République de Weimar, pendant laquelle le nouveau phénomène politique allemand, le national-socialisme, inconnu et inquiétant, prit bientôt une place primordiale dans la politique intérieure allemande, accrut-il encore l'intérêt de la presse. Cet intérêt atteignit son point culminant entre 1933 et 1939. Le problème des relations franco-allemandes fit partie intégrante de la vie française et la presse en fit quotidiennement état, sans pour autant substituer ce problème aux questions de politique intérieure de la France qui conservaient »la une« des journaux.

Dans un autre ordre d'idées, certaines publications françaises se penchèrent sur la politique intérieure allemande. Elles relatèrent les combats de rue, les formations paramilitaires et les effets de la crise économique sur la population allemande. Seuls le »Crapouillot« et »Paris-Soir« s'intéressèrent à la vie quotidienne et aux moeurs pratiquées en Allemagne. Ils poussèrent l'analyse jusqu'à brosser des tableaux de Berlin au cours des années 30 de ce genre:

Le Berlin des années 30 est une ville qui ne respire pas la crise et où l'apparence de prospérité est trompeuse. En fait, le type de l'Allemand au crâne rasé et obèse a disparu³. Cependant, misère et richesse, souffrance et distraction sont tolérées dans une atmosphère d'indifférence à laquelle même les militants des partis n'échappent pas. Les révolutionnaires de droite et de gauche vont au café, écrit »Paris-Soir«⁴, prennent d'assaut les théâtres – en payant leur place – écrivent des articles précis (sur la crise) et s'endorment avec la conscience du devoir accompli. L'importance de la prostitution, le bal des travestis et l'homosexualité susci-

³ Crapouillot, janvier 1931

⁴ Août 1931.

tent la remarque qu'en comparaison avec Berlin, Paris est une cité bien chaste⁵.

La vague du nudisme ne manque cependant pas d'enchanter le correspondant de «Paris-Soir» qui déplore en 1933 *la défense de jouer au paradis terrestre à Daphnis et Chloé dans la fraîcheur de ces belles prairies et de ces lacs vaporeux dont les films nudistes germaniques nous apportaient hier encore le décor tantalique pour nous faire venir l'eau à la bouche*⁶. Ce n'est pas seulement le contraste entre la misère et la soif de distraction, l'urgence des problèmes à résoudre et l'atonie des intellectuels qui retiennent l'attention des observateurs, mais aussi l'agressivité d'une jeunesse divisée qui a peur du chômage. Le Berlin des années 30 est une ville où certes, se manifeste la crise politique et économique mais qui montre des côtés bien attirants, une intense activité théâtrale et une prolifération de revues littéraires, artistiques et musicales. Pour conclure, nous pouvons constater que ce n'est plus l'Allemagne romantique, l'ambiance des brasseries et des fêtes populaires qui transparait à travers les journaux, mais une Allemagne amoralisée et pervertie.

Avant d'aborder le problème des réactions françaises vis-à-vis de l'avènement au pouvoir d'Hitler, il nous semble nécessaire de préciser la manière dont les Français envisageaient le national-socialisme en 1930. Bon nombre ignorait ce dont il s'agissait. Ceux qui firent état d'un effort d'analyse, se référèrent souvent à des sources inadéquates qui n'exprimaient plus les véritables buts de ce mouvement. Plutôt que d'analyser «Mein Kampf»⁷, véritable bible en la matière, ils étudièrent en effet les 25 points du programme officiel du parti, publié en 1920.

Nous relevons que Paul Reynaud se plaignait du fait que bien des Français n'aient pas lu l'oeuvre capitale d'Hitler. Reynaud disait : . . . *Ils (les Allemands) préviennent toujours. Mais cette fois-ci, nous avons été gâtés; chaque chapitre de la guerre nous a été annoncé en noir sur blanc. Hitler a écrit «Mein Kampf» pendant ses années de prison et, dans «Mein Kampf», il y a toute l'histoire de la deuxième guerre mondiale . . . Les Soviets, eux, avaient lu Mein Kampf, à la différence d'un très grand nombre de Français . . .*⁸.

La France au début des années 30

Nous ne reproduisons pas ici le film des événements politiques qui se sont produits en Allemagne de 1930 à 1935. Cependant nous considérons

⁵ Crapouillot, *ibid.*

⁶ 22 juillet 1933.

⁷ La première édition complète de l'oeuvre est parue en français en 1934. La traduction en a été assurée par J. Gaudefroy-Demombynes et A. Colmettes.

⁸ Voir Rapport, *op. cit.*, Tome I, p. 89.

comme utile de faire une allusion ici aux grandes lignes de la vie politique française au début des années 30.

Le premier élément qui s'impose est celui de la vie spirituelle, politique, économique, et sociale de la France à la veille de l'avènement d'Hitler au pouvoir.

L'unité n'est pas représentative de cette époque: il faut, en effet, distinguer la crise, de l'avant-crise. Entre 1930 et 1931, la société française⁹ était encore relativement sûre de ses valeurs et fonctionnait bien. Le consensus y jouait à plein. Le point d'équilibre était la consécration d'une France bourgeoise et la synthèse républicaine était la plus forte. C'est sur cette toile de fond, que la crise économique atteignit la France et que, événement d'une importance majeure, Hitler s'empara du pouvoir en Allemagne.

La France se trouvait de nouveau face à »l'éternelle menace Allemande« et était consciente de l'éventualité d'une nouvelle guerre. La collectivité se sentait menacée.

Sa réaction fut un réflexe de patriotisme et de nationalisme élémentaires. Le régime était à nouveau contesté, on assistait à sa lente décomposition; il fallait changer les institutions pour faire face à la menace extérieure.

Cette angoisse patriotique se traduisit par la mise en cause des institutions et des normes de la société. Le parlementarisme pouvait-il faire face à la nouvelle menace?

On assista à la rupture du consensus et au déséquilibre caractéristique des querelles intérieures.

En 1930, la France n'envisageait que de »continuer et conserver« en améliorant le système existant.

En 1932, elle mettait en cause les structures de ce système même: des perspectives révolutionnaires surgissaient.

Trois événements dominants marquèrent les années 1930–1933:

- Le changement de majorité à la Chambre des Députés, après les élections de 1932,
- La crise économique mondiale,
- L'arrivée d'Hitler au pouvoir.

⁹ Le problème de la société française n'est pas inclus dans le cadre de cette étude on peut dire, grosso modo, qu'il existait une France extrêmement morcelée, cloisonnée, tronçonnée par les oppositions Paris-Province, mais aussi Paris-Banlieue parisienne. En général les français se connaissaient mal. Mais il ne faut parler qu'avec prudence d'une société bloquée (Hoffmann) dans la mesure où les classes moyennes surtout étaient en mouvement et accédaient assez souvent à la bourgeoisie.

Cette période, dominée par les souvenirs de guerre, entrait dans sa phase d'agonie. C'était la fin d'une génération¹⁰, la fin de l'après-guerre.

Après la mort de nombreuses personnalités de premier plan: (Clémenteau en 1929, Foch en 1929, Joffre en 1931, Briand en 1932) et le retrait de Poincaré de toute vie politique active, il ne resta, sur la scène politique, que peu de personnes ayant joué un rôle important avant 1914 (Doumergue, Barthou, A. Sarraut).

La nouvelle génération comptait surtout sur Tardieu, Flandrin, Laval et Daladier. Ce fut Tardieu qui, le premier, prit la présidence du gouvernement.

Les difficultés étaient grandes: la gauche et le Sénat ne partageaient pas les idées de Tardieu qui voulait réformer le système politique français, pour rendre l'Exécutif plus puissant et plus efficace. Le système parlementaire de la III^e République subissait une crise, crise qui se trouvait aggravée par plusieurs courants antiparlementaires d'extrême gauche et d'extrême droite dont l'agitation allait grandissante.

Certains députés (même de la gauche modérée) et une partie du peuple étaient lassés des débats parlementaires »inefficaces et sans fin« et avaient la nostalgie d'un homme »fort«, empreint de plus d'autorité¹¹. Le caractère démocratique du parlementarisme était faussé (dans une certaine mesure) par une pression croissante des Ligues. Quelques groupes firent des efforts pour réformer les doctrines et les structures de leurs partis qui dataient du 19^e siècle. Mais ces plans échouèrent. Cet échec s'explique non seulement par l'immobilisme des »idées générales« mais aussi par les circonstances qui étaient peu favorables.

La crise du système parlementaire fut aggravée par la crise économique mondiale. Cette dernière toucha la France en 1931; elle fut interprétée non seulement comme un phénomène économique, politique ou moral, mais encore comme un phénomène inhérent à la civilisation même, dans la mesure où il mettait en question la société et son système de valeurs.

Les conséquences économique-politiques furent graves. Malgré l'existence de 520 000 chômeurs en 1933, les ouvriers ne furent pas les plus ru-

¹⁰ Cette génération, qui avait fait la guerre était imprégnée de souvenirs communs que lui avait laissée cette »grande aventure collective«. Les mêmes types d'espoirs, de souffrances avaient fait naître en elle une réelle solidarité.

¹¹ a) cf. les déclarations de Blum devant la Commission d'Enquête. Rapport, tome I., p. 122.

b) Le député Nast disait à la tribune de la Chambre des Députés: »... le peuple bafoue et ridiculise les parlementaires. Il n'a plus confiance dans un Etat dont les chefs hésitent ou tremblent devant les syndicats illégaux...« Journal Officiel, op. cit., p. 410.

dement touchés; la crise atteignit surtout les paysans, les classes moyennes et la politique de déflation qui l'accompagnait, se répercuta sur les fonctionnaires.

Le budget de 1930-31 accusa pour la première fois, après la stabilisation du franc, un déficit qui augmenta d'année en année.

Ce problème du budget, la situation économique difficile¹² et les grandes dettes de l'Etat, furent les causes principales de la faiblesse des gouvernements de ces années et de la désunion à la fois entre et au sein des partis politiques. Le déficit budgétaire devint le symbole de la faiblesse politique et fut utilisé pour cette raison par les partis, non seulement sur le plan des problèmes intérieurs, mais encore en matière de politique internationale¹³.

L'importance accordée à la crise mondiale apparaît à la lecture du discours de Daladier prononcé devant la Commission d'enquête parlementaire: *... Ces crises ministérielles étaient déterminées essentiellement par les difficultés financières... Nous étions en face d'une véritable hémorragie financière qui aurait rendu, bien entendu, tout à fait illusoire toute action internationale de la France et toute action politique hors de ses frontières...¹⁴* Elle apparaît aussi dans celui de Reynaud prononcé devant la même commission: *... La crise économique mondiale... est directement responsable de la guerre. Elle est responsable de la guerre, parce que d'une part, elle a porté Hitler au pouvoir, en Allemagne, et parce que d'autre part, par suite d'une mauvaise politique, ou plus exactement de mauvaises politiques consécutives en France, elle a considérablement affaibli notre potentiel de guerre moral et matériel. Elle a notamment divisé les Français en les dressant les uns contre les autres...¹⁵*

Le traité de Versailles qui attribuait à la France le rôle de »gendarme de l'Europe«, de protecteur militaire de plusieurs états européens contribue, par les dépenses que cette tâche impliquait, à aggraver la situation économique française. En conséquence, le Gouvernement se vit dans l'obligation, malgré l'opposition manifestée par les milieux militaires, de réduire les crédits militaires au cours de l'année 1933 qui fut celle de l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

Le problème de la vie politique pose nécessairement celui des forces politiques. Nous ne pouvons donner qu'un exposé assez schématique de l'opinion politique française, telle est sa complexité. En analysant les sources relatives à l'attitude des Français vis-à-vis de l'Allemagne, il

¹² L'index de la production industrielle tomba de 140 en 1930 (base 100 en 1913) à 102 en 1932.

¹³ Voir le discours de Daladier au Congrès du parti, en 1933.

¹⁴ Rapport, op. cit., tome I, p. 9.

¹⁵ Rapport, op. cit., p. 84.

semble que l'on puisse dégager cependant, trois grands courants: la droite, la gauche et le centre¹⁶. Bien que ces groupes fussent encore assez hétérogènes¹⁷, ils se distinguaient cependant nettement les uns des autres, quant à leur attitude vis-à-vis de l'Allemagne. Ainsi se justifie notre schématisation en ces trois tendances de l'opinion française. Au niveau parlementaire, elle correspondait approximativement aux »oppositions de droite et de gauche« et à la »majorité de concentration«¹⁸.

Analyse et synthèse de l'opinion française face à la montée nationale-socialiste.

En 1930, la dernière phase de la longue marche hitlérienne vers le pouvoir s'amorçait, marche qui connaîtrait des haut et des bas et qui aboutirait le 30. 1. 1933 à la Chancellerie de l'Empire. Comment l'opinion française qui suivait toujours de très près les événements qui se passaient en Allemagne, analysa-t-elle cette montée étonnante des nationaux-socialistes et quelles conséquences en tira-t-elle pour la France? Pour trouver la réponse à ces questions, nous étudierons d'abord les deux tendances de l'opinion française qui formaient à l'époque l'opposition et dont les visions étaient prisonnières de leur propre idéologie, pour analyser ensuite l'opinion du centre, tendance alors au pouvoir, et donc d'un intérêt tout particulier. Ainsi, »Un boulangisme allemand« (opinion de la droite), »Le fascisme d'outre-rhin« (opinion de la gauche), »Le regain de nationalisme – la crise économique et sociale« (opinion du centre), formeront les trois chapitres de cette première partie.

I. Opinion de la droite: »Un boulangisme allemand«

La droite¹⁹ avait une opinion très extrémiste de l'Allemagne et des Allemands. Elle considérait l'Allemand comme un être belliqueux; vio-

¹⁶ Pour définir la politique française d'alors, nous retenons les termes traditionnels de: centre, droite, gauche, plutôt que d'adopter, selon les notions de François Goguel (développées dans son oeuvre »La Politique des partis sous la IIIème République«) les expressions »ordre établi« et »mouvement«. La thèse de M. Goguel ne nous semblant pas assez nuancée pour l'époque à étudier, nous avons préféré retenir les termes traditionnels.

¹⁷ En ce qui concerne les »familles politiques«, l'Action Française et les Radicaux gardaient un certain consensus. Le monde communiste formait le bloc le plus monolithique par sa culture originale et irréductible, et par son langage hermétique.

¹⁸ Schéma établi dans le Document n° 5, p. 10 du séminaire: »La France des années 30«, de 3ème Cycle de la Fondation Nationale des Sciences Politiques de MM. Touchard, Rémond et Girardet: »Les idées politiques de la France dans les années 30«.

¹⁹ Le schéma qui oppose une droite nationaliste à une droite libérale et conservatrice, ne tient pas compte de quelques phénomènes particuliers, car on n'y prend pas en considération les innombrables »courroies de transmission« qui existaient entre l'extrême-droite et la droite parlementaire, sur le plan intellectuel inclus. La réalité était plus complexe. L'anticommunisme était peut-être le ferment le plus sûr de la cimentation de la droite.

lent et doué d'une obéissance aveugle à toute autorité. Les caractéristiques de »l'Allemand« étaient immuables quelque fussent les gouvernements.

Elle n'envisageait qu'une seule attitude vis-à-vis de l'Allemagne: la méfiance. Une seule politique était praticable: être toujours plus fort que l'Allemagne. Pour ce faire il était nécessaire de rester fidèle aux principes du Traité de Versailles et de forcer l'Allemagne aux tendances revanchardes à en respecter les clauses. En outre, la France devait renforcer sa position par de grands efforts d'armement et un puissant système d'Alliances.

La droite²⁰ se recrutait surtout parmi la bourgeoisie catholique conservatrice, les industriels, quelques membres de l'Académie et les militaires.

Bien qu'obligée de suivre la politique gouvernementale, l'armée manifesta son désaccord, en 1932, vis-à-vis de la politique soutenue par le Président Herriot. Le Général Weygand concrétisa le mieux cette opposition. Herriot et Weygand avaient certes conscience de la menace guerrière allemande, mais alors que Herriot avait foi en la signature des Traités de Paix, considérait les Allemands comme respectueux de leurs engagements, Weygand estimait que seul le maintien et le développement de la puissance militaire pouvait sauvegarder la paix. Accepter le désarmement français en échange de nouvelles signatures, revenait à abandonner une garantie sérieuse: *J'ai la charge de défendre la frontière avec des forces et non avec des mots*²¹.

En réalité, la droite était mal représentée au Parlement. Elle influençait surtout l'opinion publique à travers la presse²². Bainville, Pertinax, Bernus firent paraître des articles relatifs à la politique extérieure de la France d'un écho retentissant.

Dans la presse de droite, l'Allemagne tenait la vedette des colonnes dédiées au monde extérieur.

Quelques journaux paraissaient étudier exclusivement l'Allemagne et ses problèmes dans les articles consacrés à l'étranger²³. Ce thème occupait de la moitié à 2/3 de ces colonnes, aussi bien dans les journaux où l'on accordait peu d'importance aux problèmes extérieurs à la

²⁰ Les groupes et Ligues divers, tels que »Jeunesses Patriotes«, »Solidarité Française«, »Croix de Feu«, »Francistes«, malgré leur apparition spectaculaire, ne doivent pas être surestimés en ce qui touche la portée de leur influence.

²¹ Voir Documents diplomatiques français (1932-1939), tome 1. (doc. 250, 260, 268, 272, 273, 286).

²² Ce phénomène donne un bon exemple du problème de la représentation des groupes politiques dans l'opinion publique, car la droite modérée se voyait »sous représentée« par rapport à l'Action Française ou à Gringoire.

²³ L'Action Française, par exemple.

France²⁴ que dans ceux dont ces publications n'avaient pas une parution régulière²⁵. 1. L'éternelle Allemagne sous une forme nouvelle.

A partir de septembre 1930, Hitler et le national-socialisme devinrent brusquement le thème central des chroniques et commentaires consacrés à la politique étrangère. Cette entrée subite d'Hitler dans les reportages français était consécutive aux élections législatives qui avaient eu lieu le 14 septembre 1930 en Allemagne.

A propos de cette campagne électorale, la presse de droite retient et commente surtout les revendications formulées par Hitler, à savoir: la Sarre, les colonies, le couloir polonais, Dantzig, l'Anschluß, la suppression des servitudes militaires, l'inculpation de la guerre, les réparations et surtout la campagne contre le Traité de Versailles; ces revendications expliquaient, à son avis, dans une large mesure, le résultat des élections. »L'Echo de Paris« publia, juste après les élections, un article dans lequel il affirmait que l'Allemagne toute entière répudiait le »dictat de Versailles« et qu'en conséquence toute ambition politique pour réussir devait se fonder sur des revendications révisionnistes.

On expliquait le succès des nationaux-socialistes par *l'admiration des Allemands pour toute force organisée, l'instinct grégaire de ce peuple*²⁶ et ce succès était considéré comme un indice de la mentalité revancharde du peuple allemand. Le national-socialisme concrétisait la systématisation de cette mentalité et Hitler semblait être le nouveau chef qui s'imposait.

La droite estimait que ce regain nationaliste allemand était intimement lié à la politique française vis-à-vis de l'Allemagne. A son avis, l'évacuation de la Rhénanie avait encouragé ce sentiment et était en quelque sorte une des causes qui avaient contribué au résultat des élections du Reichstag. On voulait prouver que si l'on n'employait pas la force pour rendre les Allemands »raisonnables«, il était logique de voir surgir des phénomènes tels que le nazisme²⁷.

Aux yeux de la droite, le résultat des élections constituait une importante victoire pour Hitler. Elle employa l'expression: »dimanche d'Hitler«²⁸.

1. Le »Boulangier allemand«

Associer la victoire du parti nazi au Reichstag à Hitler, contribuait à concentrer sur celui-ci l'intérêt de la presse. Les journaux commencè-

²⁴ Nous citons Candide comte tenu de l'article du 11. 12. 1930 (sur la nécessité de connaître le monde extérieur) qui est »l'exception qui confirme la règle«.

²⁵ Le Journal.

²⁶ Pierre KOENIG Revue Universelle, 15. 6. 1930.

²⁷ L'Action Française, 28. 11. 1930.

²⁸ BAINVILLE, Histoire de deux peuples; op. cit., p. 250 et Candide, 18. 9 1930.

ent à tracer son portrait et à considérer son programme. La «Revue Universelle» (septembre 1930) le qualifiait de *régénérateur de la grande Allemagne, de champion de la renaissance du militarisme allemand*; pour Bainville, dans l'«Action Française» (16. 9. 1930) il était «un énergumène», pour «Candide» (25. 9. 1930) il s'agissait du «Boulangier allemand» et de son programme «absurde autant qu'incohérent» (11. 9. 1930). On insistait sur ses origines et sur l'atavisme dû à son sang slave qui pouvaient être la cause de ses incohérences. On soulignait son instinct de meneur de foule et l'on dénonçait sa démagogie inspirée beaucoup plus de la conception fasciste que du bolchévisme²⁹.

Tout en constatant que le succès d'Hitler avait créé un certain malaise en Europe, au fond on ne le prenait pas encore très au sérieux et l'on doutait qu'il fût capable de discipliner la violence et de diriger une évolution constructive, car *il y a si loin de l'anarchie foncière germano-slave au génie d'ordre latin – heureusement pour nous*³⁰.

Ce succès créa un malaise en Europe du fait qu'il démontra à quel point les calculs que la France avait formulés en 1919 étaient déjoués. La grande erreur française a été, en effet, d'obliger l'empire allemand à devenir une nation, alors qu'il n'était qu'un assemblage d'intérêts; la démocratie ne pouvait s'affermir dans un pays dépourvu d'unité nationale. Pour obtenir cette unité allemande, il fallait développer le nationalisme, promettre l'achèvement de la Grande Allemagne. Mais ce nationalisme prit des formes excessives qui aboutirent au racisme. En conséquence on convint qu'Hitler, le nouveau chef du nationalisme allemand, et sa doctrine, n'étaient que le fruit des obligations imposées à l'Allemagne par le Traité de Versailles. Voilà pourquoi Bainville ne pardonna pas à Poincaré d'avoir raté l'occasion de restaurer une monarchie rhénane, francophile et pacifique, pendant l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises. Or ceci aurait constitué la seule possibilité d'en finir avec le danger allemand. La survie de la République permettait cette formation et cette exaltation du sentiment national allemand, conscience qui n'existait pas encore en 1919.

En analysant la façon dont la droite liait le résultat des élections de septembre 1930 à la politique française et les vifs reproches qu'elle formulait, nous avons pu nous rendre compte que la logique de cette argumentation servait ses propres intérêts. Pour garantir son succès aux élections de 1932, en France, il lui fallait «une Allemagne nationaliste» et revancharde qui seule pouvait justifier son attitude et sa politique aux yeux de ses électeurs. Ainsi la droite avait tout intérêt à dénoncer les symptômes du regain nationaliste allemand.

²⁹ Lucien DUBECH, *Revue Universelle*, 1. 10. 1930.

³⁰ *Ibid.*

La vision qu'avait la droite du succès d'Hitler, était déformée, puisque non désintéressée. En s'acharnant à expliquer ce succès par la mentalité revancharde et par la recrudescence du nationalisme allemand, elle ignora la crise économique et l'immense chômage qui régnaient en Allemagne: importants facteurs qui ont influencé les élections du Reichstag. De même, elle ne releva pas l'importance de la misère qui avait atteint largement plusieurs milieux sociaux allemands, ni les questions de salaire, d'impôts, de rentes, ni même le problème de l'allocation de chômage.

2. Qui l'emportera, d'Hitler ou des anciennes forces?

Au début de l'année 1931, Hitler, tout en gardant sa place dans les rubriques de l'opinion de la droite, due à son succès aux élections législatives de septembre 1930, perdit un peu la vedette et l'intérêt qu'il avait suscité diminua légèrement.

En constatant que la position chancelier Brüning se consolidait, la droite se mit à attaquer les soi-disant deux pôles de concentration du danger allemand. Hitler et la possibilité de l'existence d'une «république autoritaire», en d'autres termes une «dictature Brüning».

Nous observons au début de cette année une divergence d'opinion dans la presse de droite, en ce qui concerne la portée du mouvement nazi et le rôle d'Hitler sur la scène politique de l'Allemagne.

Une fraction voyait en Hitler un homme de paille, sans véritable importance politique et le traitait en ces termes: *Hitler, c'est une girouette sans idées, il a dû être utilisé par la France comme agent séparatiste en Bavière, c'est un jouisseur dont la réussite est sans intérêt et ne révèle aucun imprévu. Ceux qui le payent et le corrompent sont mille fois plus dangereux sous des aspects conciliants (Brüning)*³¹. Cette opinion se maintint encore en octobre 1931 en surajoutant de nouvelles perspectives caractérisant la Reichswehr et la bureaucratie, considérées comme les vraies forces vives et sérieuses de l'Allemagne, alors qu'Hitler n'aurait été qu'un agent du Kronprinz. Pertinax, lui aussi, comme d'ailleurs Bainville, estimait Hindenburg et Brüning comme plus efficaces et redoutables qu'Hitler. On pensait que les nazis étaient discrédités dans l'opinion publique allemande et que Brüning leur avait infligé une défaite éclatante en faisant voter ses ordonnances par le Reichstag. La droite, par principe si pessimiste en ce qui concerne la solidité de la démocratie de Weimar, s'apercevait que la position des forces démocratiques s'améliorait vis-à-vis de leurs adversaires extrémistes.

³¹ George SUAREZ, *Echo de Paris*, 11. 4. 1931.

L'autre fraction de la presse de droite entrevoyait différemment la situation des nazis. Maurras fut le grand responsable de la campagne menée contre les »rassureurs« en France, bien que Bernus eût averti l'opinion du danger de surestimer la crise déclenchée par Stennes au sein du mouvement nazi, crise que Bainville dénonçait comme signe d'une proche dissolution du parti en question.

Comme Bernus, Pierre Koenig affirmait que ... *réduire ce mouvement à une agitation d'énergumènes et exaltés ... serait méconnaître la profondeur de son action. Il détient en lui des possibilités immenses*³². Dans le même article, il évoquait d'ailleurs pour la première fois l'importance de la jeunesse allemande pour le mouvement nazi. Il écrivait: *Il les tire de sa jeunesse ardente, de son esprit de combativité poussé à l'extrême, de sa mystique, de la solidité de son encadrement, de l'impression de force qu'il donne, toutes qualités qui amènent dans ses rangs des éléments jeunes. Il les tire encore de la diversité des éléments de la nation qui se groupent sous le signe de la croix gammée: la classe dirigeante, la classe moyenne, la classe ouvrière y sont représentées*³³.

Au cours de l'année 1931, ce dernier jugement l'emporta sur celui qui sous-estimait le mouvement nazi. La droite s'unit pour déclarer que le résultat du plébiscite du 9 août 1931 était un nouveau succès pour Hitler. Elle justifia cette affirmation en déclarant qu'»une analyse exacte« prouvait que le mouvement ne reculait pas et que la démocratie n'était nullement consolidée en Allemagne.

La réunion de Bad Harzburg et les élections de Hamburg, en septembre 1931, confirmèrent la thèse selon laquelle le mouvement avançait et qu'il existait même une possibilité qu'il participe un jour au gouvernement. On appela les nazis les vainqueurs de demain et on évoqua audacieusement la possibilité qu'Hindenburg se passe des services de Brüning, pour pactiser avec Hitler.

3. Hitler au seuil du pouvoir

La période de la prétendue stagnation nazie prit fin avec les élections de Hesse qui eurent lieu en novembre 1931. Les résultats de ces élections, qui provoquèrent en France un certain revirement de l'opinion, n'étaient pour la majorité de la droite qu'une suite logique de l'analyse des événements qui les avaient précédées. Les nazis emportaient la victoire sur la démocratie de Weimar. La marche d'Hitler vers le pouvoir ne pouvait plus être arrêtée et la prise du pouvoir n'était plus qu'une question de temps. On pensait qu'Hitler rassemblait déjà derrière lui la majorité du

³² Revue Universelle, 15. 6. 1931.

³³ Revue Universelle, 15. 6. 1931.

peuple allemand et que s'il refusait encore de former un gouvernement, c'était uniquement pour des raisons d'ordre tactique. Il fallait confier la responsabilité des prochaines négociations internationales, de par leur nature difficiles et délicates, au gouvernement Brüning dont l'échec ne ferait que renforcer sa propre position.

La droite s'accordait pour prévoir que le printemps 1932 serait un tournant décisif pour la démocratie en Allemagne, pour l'avenir politique d'Hitler et peut-être même pour la paix européenne. En effet, des voix montaient en affirmant qu'Hitler au pouvoir, ce serait la guerre³⁴.

On croyait même que le gouvernement Brüning était en accord secret avec Hitler et que, toujours pour des raisons d'ordre tactique, la participation au gouvernement ne lui était pas proposée afin d'éviter des résultats négatifs aux négociations internationales sur le problème des réparations. On attendait avec un intérêt croissant les élections présidentielles et les élections pour la diète de la Prusse.

»Un pâle imitateur de Mussolini«

Néanmoins, des voix parmi la droite s'obstinaient à soutenir la thèse de l'homme de paille, malgré le succès de novembre 1931³⁵. Au début de l'année 1932, Pertinax redoutait plus l'efficacité d'Hindenburg et de Brüning, que celle d'Hitler, tout en nuancant sa pensée en affirmant qu'une défaite d'Hitler aux élections présidentielles ne devait pas être surestimée, car il se pourrait bien qu'il parvienne au pouvoir par infiltration.

Hitler paraissait dangereux – oui – mais pas plus qu'un autre, et surtout pas à cause de ses propres capacités. On voyait naître, avant les élections présidentielles, les portraits les plus paradoxaux du chef des nazis. On ne voulait pas le sous-estimer, mais on continuait à le traiter de très haut, on le jugeait incapable de diriger un parti. On le décrivait empreint d'une vulgarité quotidienne sans parvenir à déceler le côté extraordinaire de sa personne. On lui accordait cependant des qualités de séducteur, de rayonnement et de force, qui se manifestaient dès que *ce prophète du Troisième Reich commençait à parler ou à agir; les yeux, la voix. . . . Les yeux qui brillent d'un éclat étrange, non par leur teinte, mais par leur luminosité cruelle, froide, brutale, résolue, sont d'une extrême dureté, sans que la souplesse ni la mobilité en soient le moins du*

³⁴ Pierre LAFUE, Revue Universelle, 1. 3. 1932 (Le pangermanisme démocratique).
 »Le national-socialisme c'est la guerre: nous redoutons de voir l'Etat allemand, s'étant lentement préparé à la guerre, prendre la résolution de réunir sous le drapeau national tous les éléments d'un peuple qui n'a qu'un rêve, qu'une ambition, qui l'obsède, qu'une volonté: la France et le monde, la laisseront-ils s'accomplir?«

³⁵ SUAREZ, Echo de Paris, 6. 12. 1931.

monde bannies. A sa voix bien timbrée, à l'usage qu'il en fait, l'agitateur populaire doit le surnom de »tambour de Munich« : chaude, agile, prenante, elle offre un registre plein de ressources à son éloquence . . . Il fascine littéralement les foules. Ses yeux, sa voix, voilà tout Hitler au physique»³⁶. L'article d'Eugène Bestaux dans la »Revue Universelle« du 15 février 1932 allait dans le même sens. Il y soulignait l'extraordinaire puissance qui émane de cet individu sans distinction; aux traits bouffis, aux allures théâtrales et bourgeoises. Ce Catilina de contrebande, ce belâtre, ce tribun, qui a la sensibilité de femme hystérique et rageuse, possède en effet une assez bonne intelligence, mais il restera à tout jamais le type du primaire. Il n'est qu'un pâle et ridicule imitateur de Mussolini. Demain s'il veut, Hitler, dictateur du Reich. Quel rêve! Comment le pauvre barbouilleur qu'il fut n'en serait-il pas obnubilé.

En mars 1932, Georges Suarez publia un article manifestant un revirement total de son opinion sur Hitler et sur le mouvement nazi; il y affirma catégoriquement que les nazis étaient les maîtres de l'avenir et que la vraie Allemagne se trouvait dans les meetings hitlériens.

En mars-avril 1932, eurent lieu les deux tours des élections présidentielles et les élections à la diète de la Prusse.

L'opinion de la droite restait toujours conditionnée par la politique intérieure française. Les élections législatives en France devaient avoir lieu au courant de cette même année. La droite française arriva même à proposer un ajournement des élections législatives françaises, afin de pouvoir connaître le résultat des élections allemandes, ce qu'elle justifiait en affirmant que la France, avant de choisir son Parlement, se devait de connaître sa situation vis-à-vis de son puissant voisin.

On en dégage clairement le jeu électoral servi par ces propos. En effet la droite voyait sa force s'accroître dans l'hypothèse d'une victoire nationaliste en Allemagne, tout en insistant sur le fait qu'il n'y aurait aucune différence entre une Allemagne dirigée par Hitler ou par Hindenburg. Parallèlement, elle faisait apparaître le danger pour la France d'une victoire des partis de gauche français, faibles et pacifistes, victoire qui signifierait le premier pas vers une nouvelle guerre, car cette victoire ne ferait que stimuler »l'appétit et l'agressivité allemands«.

Victoire relative d'Hindenburg –

Une collaboration avec Hitler reste possible

Contrairement à une grande partie de l'opinion française qui interpréta le résultat des élections présidentielles en Allemagne comme une

³⁶ Claude JEANHET, Je suis partout, numéro spécial du 13. 2. 1932; »Hitler et l'Allemagne«.

grave défaite pour Hitler, la droite affirma que cette défaite était peu importante et que la victoire d'Hindenburg était très relative.

Ce maréchal au prestige immense, qui se réjouissait d'être *le candidat officiel, ayant en sa faveur la mise en jeu de l'appareil de l'Etat n'a été maintenu à la présidence que par l'effort désespéré d'une armée extraordinairement bigarrée, où figurent à côté des socialistes, qui ont marché comme un seul homme pour le militaire, de nombreux nationalistes*³⁷. Elle en déduisit que ce fait était révélateur de l'évolution de l'Allemagne et du sens dans lequel cette évolution se produisait. L'accent était mis sur la masse de treize millions d'électeurs qui s'étaient groupés derrière Hitler.

Sous cet angle, une participation d'Hitler au gouvernement n'était pas exclue, au contraire. En effet, les sympathies d'Hindenburg n'allaient nullement à ceux qui l'avaient élu (les socialistes), mais plutôt aux nationalistes. Bien qu'il eût utilisé la gauche allemande pour éviter la présidence d'Hitler, le but atteint, il collaborerait certainement avec celui-ci. Hitler était donc plus proche du pouvoir que jamais, à condition d'abandonner ses prétentions aux pleins pouvoirs. On ne s'attendait pas à voir des changements au sein du gouvernement avant les élections à la Diète de Prusse.

Dans cette analyse des élections présidentielles, formulée par la droite, les aspects économiques et sociaux étaient passés sous silence. Il n'était pas davantage fait état des troubles quasi généraux, du mécontentement qui régnaient en Allemagne et dont cependant les communistes et surtout Hitler s'étaient beaucoup servis.

Les élections à la Diète de Prusse, attendues avec un intérêt tout particulier, ont été interprétées comme une victoire éclatante d'Hitler. Cette opinion était générale, quoique Bainville et Pertinax aient cru que le vrai vainqueur serait la Reichswehr, dont Hitler restait à la disposition³⁸.

Pour les autres observateurs de droite, les hitlériens avaient remporté une victoire qui dépassait les prévisions. Qu'Hitler n'eût pas reçu la majorité absolue était d'importance mineure, étant donné que ses partisans avaient gagné de 9 à 162 sièges et qu'il avait également renforcé sa position dans tous les autres États allemands. *Le flux hitlérien continuait à monter et la prise du pouvoir semblait être sûre*³⁹.

En constatant qu'après les élections présidentielles et même après les élections à la Diète de Prusse, le N.S.D.A.P. n'était toujours pas au

³⁷ BERNUS, Débats, 12. 4. 1932.

³⁸ Bainville, L'Action Française, 31. 3. 1932.

³⁹ BERNUS, Les débats, 26. 4. 1932.

gouvernement, la droite commença à craindre de se ridiculiser aux yeux de ses électeurs pour avoir annoncé, depuis des mois, la prise du pouvoir par Hitler. Pertinax trouva une issue à cette situation délicate en donnant une nouvelle interprétation des buts d'Hitler. Le mouvement nazi n'était pas un parti de remplacement, mais un «état d'esprit», qui s'efforçait de pénétrer totalement le gouvernement lui-même. Ceci constituait la véritable révolution national-socialiste, sans qu'Hitler y participât. La France, en conséquence, devait renforcer les partis nationaux français pour mieux se protéger de la menace allemande.

Les résultats des élections législatives françaises qui eurent lieu en 1932, montrèrent que Pertinax n'avait pu tout à fait convaincre les Français.

4. Le mouvement national-socialiste en déclin, l'Allemagne est-elle devant une restauration des Hohenzollern?

La démission de Brüning, provoquée par Hindenburg, fut interprétée surtout comme un triomphe de la Reichswehr. Le général von Schleicher concentrait, pendant cette phase de la politique allemande, les commentaires de la droite française. Il était considéré comme l'homme fort de l'Allemagne, la personnalité la plus marquante, le vrai chef du nouveau cabinet présidé par von Papen⁴⁰. *S'il avait voulu, le maréchal Hindenburg l'aurait nommé chancelier; mais il s'est contenté du ministère de la Reichswehr, estimant qu'il y serait aussi puissant sans avoir les embarras que donne le poste de chancelier*⁴¹.

Von Papen, le nouveau chancelier, n'avait pas bonne presse dans les publications de la droite. L'«Echo de Paris» exprima le plus clairement son mépris envers lui. Il représentait à ses yeux l'Allemagne la plus haïssable, faite de hobereaux, militaires, bureaucrates. *Il ne fallait pas se laisser prendre au piège de von Papen, d'autant plus que l'état-major régnait sur le pays privé de son centre et que la gauche était divisée*⁴². On ressuscita le passé de von Papen qui avait été mêlé à toutes sortes d'opérations louches⁴³.

Pendant encore une certaine période, on crut que le «cabinet des barons» n'était qu'une étape transitoire entre la démocratie de Weimar et l'avènement du troisième Reich, et qu'Hitler soutiendrait le gouvernement von Papen. Très vite, il fallut au contraire constater que ce dernier n'était nullement disposé à partager le pouvoir avec Hitler.

⁴⁰ Gringoire, 5. 8. 1932; BERNUS, Les Débats, 2. 6. 1932.

⁴¹ Les Débats, 2. 6. 1932.

⁴² Echo de Paris, août 1932.

⁴³ BERNUS, Les Débats, 2. 6. 1932.

Le ton des commentaires formulés par la droite à propos d'Hitler commença à se modifier. On continua à le juger comme dangereux mais bien moins à cause d'une probable dictature, que par le risque qu'il ne ramenât les Hohenzollern. Le vocabulaire changea dans les articles consacrés à l'Allemagne⁴⁴. Des termes tels qu'hitlérisme, Allemagne hitlérienne, dictature nazie, se firent plus rares, faisant place aux vieilles expressions du genre: prussianisme, anciennes forces, sans oublier le vieux refrain: retour des Hohenzollern.

Les résultats des nouvelles élections législatives du 31 juillet 1932, après la dissolution du Reichstag par von Papen, où le N.S.D.A.P. avec ses 230 sièges, était devenue le groupe parlementaire le plus fort, n'ont pas été interprétés par la droite comme un nouveau triomphe d'Hitler, mais comme la consolidation de sa position.

On veut que l'opinion française . . . se figure que les Allemands sont sur le point de revenir à des idées plus raisonnables. En disant cela, on égare notre peuple. Si dans certaines circonscriptions les nazis ont perdu des voix, ils ont eu de gros gains ailleurs. Le fait essentiel est qu'étant 107 dans le Reichstag élu il y a moins de deux ans, ils vont être 230 dans la prochaine assemblée et que le chiffre des suffrages qu'ils ont obtenus, est passé de 6 401 000 à 13 732 000. Hitler lui-même ne croyait pas que ses partisans auraient plus de 200 sièges⁴⁵.

Le refus d'Hindenburg fait disparaître Hitler de la scène politique

Cependant, quelques jours plus tard, après le refus d'Hindenburg de confier le gouvernement à Hitler, on remarqua un revirement général de la droite quant aux possibilités politiques d'Hitler et du mouvement nazi. Presque à l'unanimité d'ailleurs, l'opinion française crut que l'attitude d'Hindenburg provoquerait une grande crise au sein du N.S.D.A.P., ce qui aboutirait à mettre fin aux ambitions et au rôle politique du mouvement nazi.

C'était la première fois, depuis deux ans, qu'Hitler cédait la place dans l'intérêt de l'opinion française à d'autres problèmes: la restauration de la monarchie, et l'éternel danger militaire allemand, cette fois-ci représenté par le général v. Schleicher. La droite s'obstina à souligner ce danger en affirmant que le temps du désarmement n'avait pas encore sonné, comme toute une assemblée *de bons apôtres le demandaient à Genève*⁴⁶.

⁴⁴ Voir l'évolution des titres des articles de BERNUS en 1932.

⁴⁵ BERNUS, *Les Débats*, 2. 8. 1932.

⁴⁶ Gringoire, août 1932.

A leurs yeux, Hitler semblait avoir perdu la partie, pour ne pas avoir su agir le moment venu. Il n'avait pas su égaler son idole Mussolini qui lui, avait franchi le Rubicon et fait ce qu'Hitler n'avait pas osé faire: les maîtres de l'ancienne Allemagne l'avaient emporté. Bernus écrivit dans *«Les Débats»*: *Hitler paraît lui aussi avoir manqué le coche. Il a d'ailleurs affaire à trop forte partie, au prussianisme traditionnel foncièrement militariste.* Delebecque dans l'*«Action Française»* au cours de l'article intitulé *«Le crépuscule d'Hitler»*, mentionnait: *quant au pauvre Adolf, on n'a plus besoin de lui et il faut que, bon gré mal gré, il cède la place aux hommes de l'ancienne Allemagne, revenus sur le devant de la scène.*

Cette optique se renforça encore plus non seulement après les résultats des élections législatives de novembre 1932, lorsque les nazis subirent une perte de 34 sièges, mais encore après le nouvel échec des négociations entre Hindenburg et Hitler pour la présidence du gouvernement et surtout après la nomination de von Schleicher à la chancellerie. *«Y a-t-il encore un Hitler?»*⁴⁷ Telle était la question de Bailby, à la fin du mois de septembre 1932. La droite répondait: *... Les nationaux-socialistes sont les plus durement traités ... Le général Boulanger allemand a laissé passer l'occasion favorable. Au milieu d'août, il a négocié avec le ministre von Papen-von Schleicher, il s'est enlisé dans des pourparlers stériles. Il ne lui est plus aisé de soutenir l'élan des troupes ...*⁴⁸ et Bernus proclamait dans *«Les Débats»* qu'on dirait peut-être bientôt d'Hitler qu'il avait eu un bel avenir derrière lui.

Après la nomination de von Schleicher à la Chancellerie, personnage considéré d'ailleurs depuis longtemps comme le véritable chef de l'Allemagne, et à la suite de la *Strasserkrise*, largement surestimée en ce qui concerne sa portée, presque la totalité de la droite estimait que le rôle essentiel joué sur la scène politique par Hitler était terminé: *Hitler décline. Son oeuvre est accomplie. Il fut le sergent recruteur de la dictature. L'autorité suprême ne lui appartiendra pas. «Sic vos non vobis». Il semble bien être en passe de se résigner*⁴⁹.

Malgré l'exagération des images utilisées, l'opinion de la droite un mois avant la prise du pouvoir par Hitler, se résume à travers des phrases de Bainville reproduites dans l'*«Action Française»*: *Le matamore Hitler, diable peint sur le mur, a rempli sa mission au dedans et au dehors. Puissent les Welsches s'occuper encore de lui.* (7. 1. 1933).

Une des rares voix, parmi celles de la droite, qui attribuait toujours au mouvement nazi une force considérable, fut celle de Pierre Lafue. Après

⁴⁷ BAILBY, *Intransigeant*, 29. 9. 1932.

⁴⁸ PERTINAX, *L'Echo de Paris*, 7. 11. 1932.

⁴⁹ PERTINAX, *L'Echo de Paris*, 16. 12. 1932.

un voyage en Allemagne, en décembre 1932, il pensait encore que le national-socialisme demeurait proche du pouvoir, étant donné que la révolution était dans l'air, et il insistait sur le rôle essentiel de la jeunesse allemande dans la montée du national-socialisme⁵⁰.

La majorité de la droite, cependant, croyait fermement qu'Hitler et son mouvement étaient agonisants. Fixée dans cette perspective, elle ignora pratiquement les rencontres de von Papen et d'Hitler, bien que ceci eût pu être interprété comme le signe d'un tournant dans la situation politique allemande. De même, elle ne prit pas en considération le succès nazi aux élections de Lippe.

Le jour où Hitler fut nommé chancelier du Reich, Pertinax écrivit: *Au seul nom d'Hitler, les alarmes se répandent chez nous. En réalité le changement n'est pas de ceux qui puissent émouvoir. Les Hitler et les von Papen sont moins méthodiques, moins calculés, moins aptes à dominer le désordre allemand, que l'homme auquel ils seront probablement substitués*⁵¹.

Après avoir considéré le point de vue qu'avait la droite à propos de la montée du national-socialisme – point de vue conditionné par son idéologie – abordons l'analyse d'une autre tendance de l'opposition de l'opinion française, dont la vision est tout aussi doctrinale, mais qui aboutit à de tout autres résultats: la vision de la gauche.

II. Opinion de la gauche: »Le fascisme d'outre-rhin«

Isolée, refusant de participer au gouvernement, éveillant une profonde méfiance au sein de la bourgeoisie, la gauche reflétait un caractère anticlérical, antifasciste, pacifiste et internationaliste. Pour maintenir la paix, elle préconisait le recours à la S. D. N., l'arbitrage international, le désarmement et le rapprochement franco-allemand. A ce propos, elle se proposait de soutenir et de renforcer la position des partis allemands favorables à une réconciliation franco-allemande. Par le désarmement français, elle voulait effectuer le premier pas vers le désarmement général, sans nouvelles garanties internationales. Mais il fallait, pour avoir l'occasion de pratiquer cette politique, que l'Allemagne n'envisage pas la possibilité d'une revanche et que la France soit rassurée sur les intentions allemandes.

La S. F. I. O. constituait l'élément de base de la gauche. Ses membres se recrutaient parmi les ouvriers, petits paysans, petits fonctionnaires. Quatre tendances la caractérisaient:

⁵⁰ Revue Universelle, 1. 12. 1932 et 15. 11. 1932.

⁵¹ Echo de Paris, 30. 1. 1933.

- la tendance de droite (avec Renaudel, Paul Boncour, V. Auriol) favorable à la participation ministérielle et à la collaboration avec certains radicaux réformistes,
- la tendance du Centre (avec Blum et Paul Faure: véritables dirigeants du parti), hostile à la participation ministérielle dans le cadre d'un régime capitaliste, mais prête à l'exercice du pouvoir dans un Gouvernement à prépondérance socialiste,
- la tendance de gauche (avec Zyromski, Bracke et Compère-Morel), qui affirmait le principe de la lutte des classes et se révélait très hostile aux radicaux,
- la tendance d'extrême-gauche (avec Maurin et Maigret), qui préconisait le front unique avec les communistes.

L'extrême gauche

Le parti communiste ne faisait pas encore partie intégrante de la gauche. Réprimé par le gouvernement, subissant une crise de direction, il traversa de 1930 à 1933 une période d'extrême affaiblissement. Thorez, Péri, Doriot, Duclos, Cachin le représentaient.

Ses membres, dont le nombre diminuait, se recrutaient parmi les ouvriers agricoles et surtout parmi les manoeuvres de la banlieue parisienne.

Son attitude vis-à-vis de l'Allemagne était celle définie au Congrès du Komintern de 1928. En parfaite solidarité avec la K. P. D., il s'agissait de lutter à la fois contre »l'impérialisme français et allemand« et surtout contre les socialistes, considérés comme »sociaux fascistes«.

L'intérêt manifesté par la gauche portait essentiellement sur l'Europe, et plus précisément sur l'Allemagne.

Cet intérêt était principalement d'ordre politique, économique et social, sans oublier leurs inter-relations. La vie quotidienne, les moeurs, même les nouvelles culturelles n'apparaissaient que très rarement dans les colonnes de la gauche. De l'Allemagne, on commentait les effets de la crise économique et financière sur la politique et on suivait de jour en jour le sort de la République de Weimar menacée, à la fois par le fascisme hitlérien et par le bolchévisme du parti communiste allemand.

Tout en défendant le Traité de Versailles, la gauche se montrait compréhensive vis-à-vis des problèmes de la République de Weimar. La réaction nationale-socialiste, le militarisme et le communisme étaient considérés comme les ennemis essentiels de la paix. Ils étaient analysés, fortement critiqués et condamnés. Les avertissements se répétaient sans cesse.

Une analyse quantitative montre que, dans la presse de gauche, 10% environ d'un journal étaient consacrés à l'étranger. Ce pourcentage, pen-

dant l'avènement d'Hitler au pouvoir est monté à 13,5%, pour ne plus dépasser 3% durant l'affaire Stavisky qui occupait 23% des colonnes d'un journal. La partie consacrée à l'Allemagne passe de 25 à 30% des nouvelles consacrées à l'étranger, à 70% pendant l'avènement d'Hitler au pouvoir. Elle prit même, pendant l'année 1934, 60% de la section relative au monde extérieur.

Pour l'extrême gauche, au cours de l'année 1930, l'Union soviétique concentra l'intérêt et l'importance des feuilles consacrées au monde extérieur, suivie de l'Allemagne.

Il est intéressant de constater comment les chiffres ont changé en faveur de l'Allemagne de 1930 à 1933. Si, en 1930, on avait 36% des articles consacrés à l'URSS, par rapport à 13% consacrés à l'Allemagne, en 1931, on avait 29% pour l'URSS et 21% pour l'Allemagne, en 1932, on avait déjà 33% pour l'Allemagne et 22% pour l'URSS, pour arriver en 1933, à 40% pour l'Allemagne et 16% pour l'URSS.

1. L'indifférence face au succès d'Hitler lors des élections législatives de septembre 1930

L'interprétation qu'eurent la gauche et l'extrême-gauche françaises du résultat des élections législatives du 14 septembre 1930, en Allemagne, fut comme celle de la droite, monocausale et dictée par leur propre doctrine. La raison de la montée et du succès d'Hitler n'était cependant pas l'éternel nationalisme allemand à nouveau en regain, comme le disait la droite, mais les graves conséquences de la crise économique mondiale qui avait durement touché l'Allemagne.

Avant même les élections de septembre 1930, la gauche minimisait l'importance d'un probable succès d'Hitler. Dans l'article du 24 juillet 1930 de Léon Blum, sur «le véritable problème des élections allemandes», on devinait déjà les grandes lignes de l'opinion de la gauche vis-à-vis de l'Allemagne de cette époque; et ce point de vue allait se poursuivre longtemps, suivant toujours ces mêmes lignes. Elle estimait que le succès d'Hitler aux élections était relatif et ne devait pas éveiller d'inquiétude (sous-estimation du mouvement hitlérien); les grands bourgeois et les conservateurs en tant qu'incarnation de la réaction⁵², représentaient davantage le véritable danger allemand, encore que ce danger soit contrebalancé par une foi immense dans la force et les possibilités des sociaux-démocrates *car les camarades allemands sont assez forts pour résoudre le problème, et ils le résoudront par leur victoire*⁵³.

⁵² Populaire, 23. 9. 1930.

⁵³ Populaire, 24. 7. 1930.

Le résultat de ces élections s'expliquait aux yeux de la gauche, par des facteurs d'ordre économique et social. Le vote ayant revêtu avant tout un caractère anti-capitaliste, il ne devait provoquer ni inquiétude, ni émoi⁵⁴ car la République n'était pas sérieusement menacée. Les nazis avaient largement bénéficié de l'étiquette socialiste accolée à celle de national. Les mécontents, qui s'étaient ralliés à Hitler, avaient été séduits bien plus par le côté anticapitaliste de sa campagne que par ses rodomontades revanchardes⁵⁵. L'Allemagne avait voté dans un état de trouble moral et surtout de misère physique qui devaient fatalement profiter aux partis de démagogie extrémiste: racisme et communisme. Les gains d'Hitler étaient donc inévitables.

La gauche croyait cependant que, malgré son succès aux élections, Hitler était bien loin du pouvoir. Elle n'envisageait nullement qu'il s'en rapprochât. Blum écrivait que l'astre hitlérien avait déjà passé son zénith⁵⁶.

»L a s o c i a l e - d é m o c r a t i e b a r r e l a r o u t e à l a r é a c t i o n«

Après le refus du Reichstag de voter une motion de défiance envers le gouvernement, présentée par les nationaux-socialistes et les communistes, Rosenfeld affirmait, sous le titre »Echec de la réaction fasciste«, que la sociale-démocratie avait barré la route à la réaction sous sa forme la plus odieuse, l'institution de la dictature raciste. Pour Rosenfeld, il s'agissait maintenant d'empêcher les hitlériens et les communistes de provoquer un état de guerre civile, qui bouleverserait la vie politique et économique du Reich. Il était optimiste quant à l'avenir, étant donné que la situation politique allemande s'éclaircissait; il espérait que cette situation politique, due au vote du Reichstag, durerait assez longtemps pour permettre aux hitlériens de »s'user« dans la position équivoque d'un parti qui avait promis un bouleversement immédiat et qui était condamné à rester un groupe parlementaire, bruyant certes, mais impuisant⁵⁷.

Bien sûr, on ne niait pas un certain regain du sentiment nationaliste en Allemagne, mais l'importance donnée à ce phénomène était subordonnée à l'importance accordée à la responsabilité de la fausse politique française vis-à-vis de l'Allemagne.

A la différence de la droite, la gauche estimait d'une part que la politique française vis-à-vis de l'Allemagne était trop dure, trop peu com-

⁵⁴ ROSENFELD, *Populaire*, 17. 9. 1930.

⁵⁵ *Populaire*, 23. 9. 1930.

⁵⁶ *Populaire*, 28. 11. 1930.

⁵⁷ *Populaire*, 19. 10. 1930.

préhensive, peu prête aux véritables concessions, et d'autre part, que la situation avait été aggravée par la *folle politique d'armement poursuivie par la France qui avait apporté un appoint précieux aux nazis*⁵⁸. Elle concluait alors que si les Français l'avaient écoutée plut tôt, la crise intérieure allemande n'en serait pas là où elle en était; *mais on n'a pas voulu – par peur de renforcer le socialisme français, n'est-ce pas?*⁵⁹.

Les remèdes proposés par la gauche pour surmonter la crise allemande étaient en conséquence à l'opposé des propositions de la droite. Au lieu de suivre une «politique de fermeté», il était préférable d'aider l'Allemagne plus efficacement, par exemple, en diminuant le montant des réparations, ce qui lui permettrait de vaincre la crise. Combattre la misère était en effet, pour la gauche, synonyme de diminuer, sinon d'écartier l'influence des nazis et ainsi, logiquement un moyen de préserver la paix.

On ne se souciait donc pas tellement du résultat des élections et des perspectives d'avenir. A supposer qu'Hitler accédât au pouvoir (hypothèse qualifiée par Blum comme absurde), l'Allemagne ne réussirait jamais à grouper sous sa domination la moitié de l'Europe et Hitler ne pourrait pas, en outre, s'opposer aux engagements pris par l'Allemagne; donc la menace d'une guerre contre la France restait sans fondement: *ce sont encore les souvenirs de la guerre qui nous obsèdent... Non, cette phase de l'histoire est bien finie; et il dépend de nous de jeter sur elle la dernière pelletée de terre. Ni la puissance, ni le prestige militaire de l'Allemagne ne sont tels, qu'elle puisse grouper sous son ombre une moitié de l'Europe. Même à un Hitler, même à un Mussolini, on ne peut prêter des desseins aussi absurdes*⁶⁰.

2. La phase de clairvoyance pendant l'année 1931

L'idée qu'avait la gauche à propos du rôle du mouvement hitlérien pendant l'année 1931, se modifie à partir du succès des nationaux-socialistes aux élections de novembre et de décembre 1931. Jusqu'à cette date, la gauche (soit la SFIO, soit les Jeunes Turcs ou les syndicats) avait gardé son optimisme en ce qui concernait la position de la République et la puissance des sociaux-démocrates, en sous-estimant les possibilités d'Hitler. Après le succès de la fin de l'année, on observa un net rapprochement de l'opinion de la gauche avec celle, beaucoup plus prudente et pessimiste, de Grumbach, exception faite des Jeunes Turcs, qui persistaient dans leur point de vue optimiste. Nous pouvons donc constater que la

⁵⁸ Populaire, 23. 9. 1930.

⁵⁹ Paul FAURE, «Les deux Allemagnes», Le Populaire, 25. 10. 1930.

⁶⁰ BLUM, «Hypothèses extrêmes», Le Populaire, 28. 11. 1930.

gauche, à partir de cette époque, se mit à suivre de plus près et plus anxieusement les événements qui se passaient en Allemagne.

C'est dans cet ordre d'idées qu'il faut considérer l'appréciation que Rosenfeld fit du discours du général Groener adressé à la Conférence du Désarmement. Pour Rosenfeld, ce discours était un avertissement sérieux et constituait un grave danger pour le maintien de la paix, car il croyait discerner une prédominance de l'hitlérisme dans la politique extérieure allemande.

Il était normal qu'un gouvernement en proie à des difficultés intérieures insurmontables, essayât de se rattraper par un succès dans la politique extérieure; mais à partir du moment où les partis bourgeois envisageaient sérieusement le partage du pouvoir avec Hitler, le besoin de concessions mutuelles s'imposait, et si Hitler abandonnait ses principes anti-capitalistes en matière de politique intérieure, ce serait par contre l'hitlérisme, qui commencerait à prévaloir dans la politique extérieure. . . . *C'est à ce prix que l'accord semble s'établir entre les classes possédantes et les partis du »Lumpenproletariat«. Là est le plus grand danger pour la République allemande*⁶¹.

La gauche conserva ce point de vue même après les succès de Brüning au Reichstag, succès qu'elle considérait comme relatifs d'ailleurs, puisqu'à partir de ce moment le véritable champ de bataille n'était plus le Reichstag, mais l'Allemagne toute entière. Par cette minimisation du rôle du Reichstag, le coup de théâtre nazi, le retrait de ce parti du Reichstag fut de même jugé comme un événement de moindre importance, qui ne signifiait en aucun cas une victoire décisive des forces républicaines. On s'inquiétait plutôt de voir combien, à l'aide de l'effroyable misère, de l'incertitude totale, du désespoir et du désarroi qui régnaient dans l'Allemagne toute entière, la propagande hitlérienne continuait à recruter des adeptes.

»Le seul rempart de la République«

Derrière les éloges faits aux camarades sociaux-démocrates, »seul rempart de la République«, et derrière l'espoir qu'ils emportent la victoire, on discernait la crainte et la conscience de la gravité de la situation. *Ce sont nos camarades sociaux-démocrates, qui se sont jetés au-devant du national-socialisme d'Hitler. Je n'exagère pas, on sait jusqu'où ils ont poussé le sacrifice. Ils font vivre le gouvernement actuel, uniquement parce que le Cabinet Brüning écarte Hitler du pouvoir, parce qu'il protège matériellement la constitution républicaine contre un coup de main des bandes fascistes.* Blum continuait en avouant: *Oui, le nationalisme*

⁶¹ Le Populaire, 3. 1. 1931.

*existe, il a progressé depuis un an . . . Oui, il représente un danger pour l'Europe, nulle divergence là-dessus . . . Le national-socialisme tend à se développer. Il dépend en grande partie de nous, Français, de lui créer un milieu favorable ou contraire*⁶². Un mois et demi plus tard, il arrivait au point de s'exclamer: *Hugenberg et Hitler peuvent accéder demain au pouvoir*⁶³.

On ne devait donc pas s'étonner de voir la gauche anxieuse et profondément préoccupée dans l'attente du résultat du »Preussenplebiszit«, dont on soulignait la grande importance, en affirmant que l'exercice du pouvoir en Prusse par des sociaux-démocrates, serait *la digue solide qui s'opposerait au flot montant du nationalisme et du communisme*⁶⁴. Les jours à venir étaient considérés comme importants, sinon décisifs pour l'Allemagne, pour l'Europe et pour la paix⁶⁵.

Parallèlement, la polémique de la gauche contre les communistes se durcissait. On les mettait sur le même pied que les nationaux-socialistes; on les accusait de préparer, consciemment ou non, le triomphe du fascisme en Allemagne et en conséquence l'écrasement du mouvement ouvrier et socialiste. La gauche leur reprochait vivement de favoriser ainsi les »fauteurs de guerre«, dans l'espoir qu'ils en feraient naître la société de leurs rêves. On dénonçait les communistes, qui, dans la poursuite de leur but, s'étaient alliés officiellement aux pires ennemis du prolétariat: le nationalisme revanchard et le capitalisme exploiteur.

On montrait du doigt l'étoile soviétique fraternellement unie à la croix gammée, dans le but de mettre l'Allemagne sur le chemin de la guerre civile et du triomphe final de la dictature fasciste. Et on concluait que jamais encore le bolchévisme n'avait montré si clairement son profond mépris des intérêts du prolétariat et qu'il n'avait jamais trahi d'une façon aussi cynique la cause de travailleurs qui avaient mis en lui leurs espoirs⁶⁶.

»Le maintien de la démocratie n'est plus assuré«

Le résultat positif et innattendu du Preussenplebiszit éclaira un court instant cette sombre opinion de la gauche. Blum s'exclama: *Cette vague boueuse du nationalisme s'est brisée devant le roc socialiste*⁶⁷; grâce à une aide française qui donnerait à l'Allemagne la possibilité d'assainir son économie et donc de trouver une base à la démocratie,

⁶² Le Populaire, 4. 6. 1931.

⁶³ Le Populaire, 23. 7. 1931.

⁶⁴ Le Populaire, 4. 8. 1931.

⁶⁵ Le Populaire, 7 et 8. 8. 1931.

⁶⁶ Le Populaire, 7 et 11. 8. 1931.

⁶⁷ Le Populaire, 11. 8. 1931.

Blum croyait qu'on pourrait peut-être muter cet échec des nationaux-socialistes en effondrement⁶⁸.

Ce ton optimiste changea vite en constatant que le mouvement hitlérien se développait toujours, appuyé sur l'insécurité et la misère croissantes, ce qui lui permettait de se poser en champion du changement près des masses désespérées, qui n'attendaient plus rien du cours normal des choses⁶⁹. Les commentaires devinrent encore plus sombres et écartèrent toute possibilité de maintien de la démocratie par les sociaux-démocrates allemands. *Nous assisterons donc . . . à un déchaînement du nationalisme en Allemagne, contre lequel l'action de la sociale-démocratie sera impuissante. Et, le jour où le Reich commencera à se réarmer . . ., ce jour-là, il sera trop tard pour parler de l'organisation de la paix*⁷⁰.

On constatait à nouveau, que ce n'était plus sur le terrain parlementaire que pouvait se résoudre le grand conflit social qui était en train d'ébranler tout l'édifice du Reich. La lutte des partis semblait avoir pris la forme d'une véritable guerre civile, qui aurait même été souhaitée par les classes capitalistes qui, par leur soutien au »Front National«, espéraient en finir avec le socialisme et le syndicalisme en Allemagne⁷¹.

La réponse de l'extrême-gauche

Les communistes, eux, continuaient à commenter les événements politiques allemands, sous l'aspect doctrinal de la lutte de classe et à confondre sous le terme »fascisme« le nazisme et la sociale-démocratie. Lors de l'assassinat d'André Henning, député communiste de Hambourg, Gabriel Péri écrivit: *Crime du fascisme hitlérien; mais aussi, disons-le bien haut, crime du social-fascisme . . . ce sont les nazis qui ont battu avec une sauvagerie sans exemple notre vaillant André Henning, mais c'est le Vorwaerts qui, depuis des années, multiplie les incitations au meurtre contre les militants du parti communiste*⁷².

L'opinion communiste française reprenait d'ailleurs mot à mot les argumentations des »frères communistes allemands«, surtout pour justifier leur soutien au *Preussenplebiszit* et pour se défendre des attaques de la presse de gauche⁷³. On jugeait le »plébiscite rouge« du Parti Communiste allemand comme un pas en avant dans la mobilisation extra-parlementaire des masses et comme la meilleure occasion de démasquer la démagogie nationale-socialiste, et de déchaîner une lutte énergique contre la

⁶⁸ Le Populaire, 12. 8. 1931.

⁶⁹ BLUM, Le Populaire, 20. 8. 1931.

⁷⁰ ROSENFELD, Le Populaire, 13. 9. 1931.

⁷¹ Le Populaire, 16. 10. 1931.

⁷² L'Humanité, 17. 1. 1931.

⁷³ L'Humanité, 3. 8. 1931.

sociale-démocratie qui était devenue un point d'appui dans le domaine social de la bourgeoisie.

3. Le revirement d'opinion à la suite des élections présidentielles

Les résultats des élections de Hesse, en novembre 1931 ne permirent pas à la gauche d'envisager la situation en Allemagne sous un aspect plus optimiste. S'il n'y avait, d'abord, pas de commentaires dans *Le Populaire*, il demeurait aussi inquiet qu'avant et n'excluait nullement la possibilité de l'arrivée d'Hitler au pouvoir. . . . *L'éventualité d'un gouvernement nazi ou d'un Cabinet où les nazis seraient largement représentés, est à présent admise par les chancelleries et même par l'opinion publique . . . Il (Hitler) attend que le gouvernement actuel lui cède la place ou l'invite à participer à la gestion des affaires de la République*⁷⁴.

Pour la gauche qui ne croyait pas qu'Hitler tenterait un coup d'Etat, tout dépendait de l'attitude du Zentrum et de Brüning. Brüning, jusqu'à présent considéré comme le moindre mal, capable d'écarter les nazis du pouvoir, inquiétait quant au jeu qu'il allait mener. Rosenfeld surtout fut profondément pessimiste vis-à-vis de la volonté de Brüning de servir encore la démocratie et de briser la force nazie; ce pessimisme s'aggrava à la suite de la rencontre de Brüning avec Hitler, en janvier 1932. Rosenfeld affirmait qu'enfin Brüning avait jeté le masque et que sa prétendue guerre contre les nazis, n'était qu'un artifice destiné à donner le change à l'opinion publique et à cacher le rapprochement du Centre catholique avec les nationaux-socialistes. Pour lui, la voie vers le pouvoir était largement ouverte à Hitler et au fascisme allemand, car aux yeux de l'opinion publique, Hitler avait acquis à ce moment-là un prestige qu'il n'avait encore jamais possédé. Il apparaissait maintenant comme un collaborateur possible du gouvernement et comme son successeur légal⁷⁵.

«Un régime hitlérien se transformerait en une dictature fasciste»

On n'était pas sans savoir qu'un gouvernement hitlérien signifierait la fin de la République. Le régime se transformerait en une dictature fasciste, qui briserait immédiatement le cadre constitutionnel de l'Allemagne, supprimerait toutes les libertés publiques, détruirait les organisations syndicales du prolétariat, interdirait les partis ouvriers et ferait régner dans le pays la terreur la plus sanglante. La guerre civile depuis longtemps menaçante, deviendrait donc une réalité⁷⁶.

⁷⁴ *Le Populaire*, 6. 12. 1931 et 8. 1. 1932.

⁷⁵ *Le Populaire*, 6. 12. 1931 et 8. 1. 1932.

⁷⁶ ROSENFELD, *Le Populaire*, 6. 12. 1931.

Bien que considérant, lui aussi, la situation intérieure de l'Allemagne comme extrêmement grave, Blum était plus optimiste quant aux possibilités d'un régime fasciste, sur le plan de la politique extérieure. Pour lui, la France, l'Angleterre et les Etats-Unis avaient une chance et devaient s'en servir pour faire une Europe, où Hitler ne pourrait pas réaliser la guerre. Il jugeait peu probable qu'Hitler, une fois installé au gouvernement, se livrât à des provocations directes vis-à-vis de la France, soit même vis-à-vis des puissances de l'Est; il s'inclinerait plutôt, selon Blum, devant la légalité internationale. Le seul danger qu'il prévoyait était celui du débordement de la guerre civile allemande, qui constituerait nécessairement une menace pour les Etats limitrophes. Il fallait donc assurer à ces Etats la protection nécessaire contre l'emprise ou la menace fasciste, et y assurer la maîtrise des éléments démocratiques et socialistes: borner ainsi et isoler d'avance le racisme hitlérien, pour établir sur l'Europe entière une atmosphère de liberté et de solidarité⁷⁷. Il faut noter, au passage, l'intérêt électoral qui guidait, pour une large part, la plume de Blum.

»L'Allemagne ne veut pas d'un régime fasciste«

On constate d'une part, que la gauche ne sous-estimait pas le résultat des élections de Hesse ni les conséquences de cet événement, d'autre part, que les communistes jugeaient même le succès d'Hitler comme décisif et qu'enfin les syndicats le trouvaient significatif pour l'Allemagne toute entière.

Les élections présidentielles étaient envisagées, encore plus que les élections de Hesse, sous l'optique de la politique intérieure française et plus précisément, sous la perspective des élections législatives en France. La gauche se sentait obligée de s'éloigner autant de la droite que des communistes. Elle plaidait, contrairement à la droite, pour un avancement de la date des élections afin qu'elles aient lieu avant les élections présidentielles en Allemagne. Ceci se comprend aisément: un nouveau succès hitlérien n'aurait fait qu'affaiblir la position de la gauche en France. Voilà pourquoi nous nous demandons si le revirement d'opinion de la gauche, après les élections présidentielles et après les élections aux Diètes des Etats, constitua un réel changement d'opinion ou ne fut qu'un optimisme engendré par une tactique. En effet, l'échec d'Hitler vis-à-vis d'Hindenburg fut surtout retenu et même qualifié d'important. »Le Populaire« affirmait à grands titres, le lendemain des élections: *L'Allemagne ne veut pas d'un régime fasciste*⁷⁸. On constatait qu'Hitler avait subi un échec malgré des circonstances qui lui étaient très favorables.

⁷⁷ Le Populaire, 17. 1. 1932 et 18. 1. 1932.

⁷⁸ Le Populaire, 16. 3. 1932.

Les élections présidentielles se prêtaient à une recrudescence de la polémique contre les communistes allemands, qui s'étaient prononcés à la fois contre Hindenburg et contre Hitler, au lieu de s'unir au front »anti-fasciste«, responsable de l'élection du Maréchal Hindenburg et qui, par leur position, n'avait fait que porter secours à Hitler. La gauche accusait à nouveau le K. P. D. allemand de pratiquer une politique honteuse, la même d'ailleurs que celle qu'il avait suivie lors du »Preussenplebiszit«, qui aidait le fascisme et mettait en danger l'existence même du mouvement ouvrier⁷⁹. Ce n'est qu'après le résultat du deuxième tour des élections que la gauche nuança sa position vis-à-vis des communistes allemands, en félicitant une partie des électeurs communistes de s'être débarrassés de la tutelle de leur parti en votant pour Hindenburg. On s'attendait à ce que dès lors, ils voient plus clair et que par conséquent ils se rapprochent de leurs frères socialistes⁸⁰.

Les communistes français, d'autre part, accusaient les socialistes allemands de s'être prononcé pour une politique de sanction et de guerre de par leur vote favorable à Hindenburg, le Maréchal de Guillaume II⁸¹.

L'optimisme de la gauche augmenta après les élections de la Diète de Prusse. A l'exception de Grumbach et de Harmel, qui ne croyaient guère à un affaiblissement du mouvement nazi, on écrivit, après le résultat définitif, qu'Hitler serait écarté du pouvoir et qu'il ne pourrait plus s'en emparer en Prusse⁸².

On pensa que la République allemande et la paix européenne avaient été sauvées grâce à l'héroïsme de la sociale-démocratie allemande⁸³. On affirma de nouveau que le meilleur remède pour détruire définitivement le fascisme en Allemagne, serait à présent de conjurer rapidement la crise, en supprimant le chômage et en réduisant la misère⁸⁴.

4. De l'inquiétude à l'optimisme »Hitler attend son heure«

La démission de Brüning, prévue d'ailleurs par la presse de gauche⁸⁵, a donné lieu à une grande inquiétude.

Depuis longtemps, on accusait Brüning de faiblesse et on ne l'aimait guère, mais il semblait être de tous les maux le moindre, soit par rapport aux forces conservatrices allemandes, soit par rapport à Hitler. Sa démis-

⁷⁹ Le Populaire, 9. 10. et 13. 3. 1932.

⁸⁰ Le Populaire, 11. 4. 1932.

⁸¹ L'Humanité, 11. 4. 1932.

⁸² Le Populaire, 26. 4. 1932.

⁸³ Le Populaire, 27. 4. 1932.

⁸⁴ ROSENFELD, Le Populaire, 25. 7. 1932.

⁸⁵ Le Populaire, 31. 5. 1932.

sion semblait également rapprocher Hitler du pouvoir en Allemagne. *Hitler attend son heure*⁸⁶.

On jugea donc le gouvernement qui succéda à celui de Brüning, comme un gouvernement de transition qui préparait le chemin au chef national-socialiste. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que cet événement ait été considéré comme grave, car, disait-on *quoiqu'il en soit, des jours sombres attendent l'Allemagne. Le dernier gouvernement républicain a vécu*⁸⁷.

Von Papen et son cabinet reçurent également de la gauche une très mauvaise presse. Les communistes le traitaient d'espion, de provocateur et d'ami de la peste brune⁸⁸. Ses buts politiques, selon la gauche, étaient la restauration de la Monarchie et de l'Ancien Empire, basée sur un compromis entre la classe capitaliste et l'aristocratie féodale et militaire, la seconde se chargeant de protéger les intérêts de la première⁸⁹. *Si tout se passe comme von Schleicher le veut, le drapeau impérial sera hissé sur la résidence du président. Le capitalisme aux abois se réfugie sous le manteau de la dictature militaire, en attendant celui du monarque*⁹⁰.

Le coup d'Etat de von Papen en Prusse, destituant le gouvernement prussien, fit croître encore le pessimisme et l'inquiétude de la gauche vis-à-vis de la situation politique allemande; on l'estima comme un événement de premier ordre, bien capable de faire jubiler la presse hitlérienne. De nouveau le Reich se trouvait au seuil de la guerre civile ou tout au moins, à la veille de très sérieux changements politiques⁹¹. La gauche exigeait, dans cette heure d'extrême gravité, l'unité ouvrière, la réconciliation des socialistes et des communistes, afin de mener une action extraparlamentaire efficace contre la restauration sociale et politique attribuée à von Papen⁹².

La marche triomphale d'Hitler s'arrête

Par contre, le résultat des élections législatives du 31 juillet provoqua à nouveau au sein de la gauche un assez grand revirement d'opinion, en ce qui concernait les chances d'Hitler sur la scène politique allemande. Un revirement d'ailleurs singulier qui débouchait sur un optimisme étrange, car tout en constatant que la situation restait inchangée sur le front politique allemand et que donc aujourd'hui comme hier, les hommes de la vieille Allemagne – militaire, féodale, patronale – restaient tout

⁸⁶ ROSENFELD, Le Populaire, 31. 5. 1932.

⁸⁷ L'Humanité, 2. 6. 1932.

⁸⁸ Le Populaire, 6. 6. 1932.

⁸⁹ Le Populaire, 31. 7. 1932.

⁹⁰ ROSENFELD, Le Populaire, 21. 7. 1932.

⁹¹ ROSENFELD, Le Populaire, 21/7/1932.

⁹² Le Populaire, 25. 7. 1932.

puissants, on soulignait surtout qu'enfin la marche triomphale d'Hitler s'était arrêtée. *Le flot est étalé...*⁹³. Blum espérait à nouveau que le mouvement hitlérien se dissoudrait, car des mouvements tels que celui des nationaux-socialistes ne pouvaient exister que par le progrès et le succès, étant donné leur instabilité. *Non seulement Hitler n'a pas eu la majorité..., non seulement Hitler n'est pas appelé au pouvoir par la volonté du suffrage universel, mais il se peut que le charme soit rompu, que l'étoile penche vers son déclin*⁹⁴. Pour Blum, les éléments militaires de l'ancien régime avec le soutien de la classe capitaliste, avaient remporté une victoire décisive sur la révolution fasciste et sur l'anti-capitalisme hitlérien⁹⁵.

Il analysait le mouvement hitlérien par comparaison avec ceux de von Papen et de von Schleicher. Il concluait d'une façon tout à fait particulière, que von Schleicher et ses hommes étaient en effet, à ce moment-là, malgré tout, un danger mineur vis-à-vis d'Hitler et de ses bandes, mais que sur le plan du «devenir», cette victoire paraissait encore plus décevante et plus désolante que celle d'Hitler, car le chef nazi, à son tour, prêchait quelque chose de nouveau et ralliait derrière lui la misère et le désespoir⁹⁶.

L'opinion selon laquelle cette victoire était un obstacle décisif sur le chemin d'Hitler vers le pouvoir, était partagée par presque tous les milieux de la gauche, par la SFIO, par les syndicats non-communistes et par les Jeunes Turcs, à l'exception de Harmel, qui ne croyait pas que le Cabinet des Barons aurait les moyens de restaurer l'Empire de Bismarck.

»Hitler exclu du pouvoir et même de l'espoir d'y accéder«

Après les élections législatives de novembre, l'optimisme de Léon Blum atteignit son point culminant.

Pour lui, *... Hitler est désormais exclu du pouvoir, il est même exclu... de l'espérance du pouvoir*⁹⁷. La voie légale étant fermée devant Hitler, celui-ci ne pourrait y arriver que par la force, or, la sociale-démocratie conservait suffisamment de puissance pour les luttes éventuelles; cette situation dressait entre Hitler et le pouvoir une barrière infranchissable. *Cet échec définitif du racisme est, par excellence, la victoire de la sociale-démocratie*⁹⁸.

⁹³ BLUM, *Le Populaire*, 2. 8. 1932.

⁹⁴ BLUM, *Le Populaire*, 2. 8. 1932.

⁹⁵ BLUM, *Le Populaire*, 2. 8. 1932.

⁹⁶ BLUM, *Le Populaire*, 18. 8. 1932.

⁹⁷ et ⁹⁸ »Politique allemande«, *Le Populaire*, 8. 11. 1932.

Le lendemain, Blum réaffirmait son opinion dans un article intitulé «La fin d'Hitler», où, en outre, il déclarait que l'accès au pouvoir, légalement ou illégalement réalisé, lui serait impossible. Cette affirmation était la conclusion d'une analyse, où il disait qu'une participation des nazis à une majorité parlementaire et à un gouvernement de coalition, était impossible, étant donné que, d'une part, Hitler ne pourrait se rapprocher ni du centre, ni surtout des barons et que, d'autre part, le chef nazi se trouvait hors d'état de risquer un coup d'Etat puisqu'il n'avait pour lui ni la police ni l'armée et que ses troupes d'assaut se briseraient au premier choc contre la Reichswehr et contre la »Schupo prussienne«⁹⁹.

Rosenfeld partageait l'optimisme de Blum, en l'exprimant néanmoins d'une façon moins exaltée. Il constatait que le mouvement hitlérien était en recul et que le spectre de la dictature fasciste ne hanterait plus le prolétariat¹⁰⁰; il affirmait qu'une stabilisation du régime en Allemagne n'était pas à prévoir, parce qu'au sein du gouvernement les intérêts économiques de l'aristocratie terrienne et ceux de la grande industrie et de la haute finance, restaient opposés les uns aux autres¹⁰¹. Au début de l'année 1933, le style de Rosenfeld se rapprocha encore plus de celui de Blum, lorsque faisant le bilan politique du mouvement hitlérien, il dit: *L'année de la grandeur de Hitler fut aussi celle de sa décadence ... L'année 1932 aura été celle du triomphe de l'hitlérisme en Allemagne. Elle aura été aussi l'année de son échec ... La disparition d'Hitler de la scène politique est à prévoir*¹⁰².

La gauche croyait que la »Strasserkrise« provoquerait la décomposition du mouvement hitlérien, sinon sa scission.

L'organe syndical »Le Peuple«, qui ne croyait pas au déclin national-socialiste, ni à une scission du parti due à la Strasserkrise et encore moins à la disparition d'Hitler de la scène politique allemande, faisait exception.

A partir de la rencontre Papen/Hitler, le ton de l'opinion de la gauche changea de nouveau, pour devenir plus prudent en ce qui concerne la participation d'Hitler au pouvoir. Deux jours et un jour avant l'avènement d'Hitler au pouvoir, nous remarquons deux différentes interprétations d'un probable gouvernement présidé par Hitler. Le 29 janvier 1933, on lisait dans »Le Populaire« que le gouvernement parlementaire d'Hitler serait certainement encore plus dictatorial, réactionnaire et terroriste que le Cabinet von Papen. On n'avait aucun doute que ce serait le fas-

⁹⁹ Le Populaire, 9. 11. 1932.

¹⁰⁰ Le Populaire, 14. 11. 1932.

¹⁰¹ Le Populaire, 23. 11. 1932.

¹⁰² Le Populaire, 1. 1. 1933.

cisme au pouvoir, fascisme synonyme de pillage, d'assassinat politique et crapuleux, une sorte de guerre civile inhérente à Hitler.

Le 30 janvier 1933, par contre, le même journal écrivait que, si Hitler acceptait d'entrer dans un gouvernement, celui-ci serait loin de représenter l'idée nazie d'un pouvoir tenu par le »Führer« et on n'assisterait pas à l'avènement d'un Troisième Empire, réactionnaire et révolutionnaire, mais on verrait un Hitler sous les ordres d'Hindenburg et de von Papen¹⁰³.

5. L'attitude de l'extrême-gauche face à la montée nationale-socialiste

Pour comprendre l'attitude du Parti Communiste Français (et, en conséquence, celle de son organe, l'Humanité) vis-à-vis de la montée hitlérienne, il nous faut tracer un bref récit de la situation des différents partis communistes concernés et de la tactique qu'ils se voyaient dans l'obligation de suivre, pour être en accord avec la politique communiste définie au congrès de Komintern de 1928/29. Avant 1928/29, les sociaux-démocrates avaient déjà été qualifiés de sociaux patriotes et de sociaux-pacifistes (les deux termes étant employés dans un sens péjoratif). Mais Staline, en 1929, »découvrit« que les socialistes étaient des sociaux-fascistes. C'était bien sûr une interprétation en dehors de toute réalité, mais qui eut des conséquences importantes.

Les socialistes dorénavant ne furent pas seulement considérés comme fascistes, mais même comme les pires et les plus dangereux fascistes et s'il fallait donc collaborer avec d'autres forces politiques, »les fascistes officiels« étaient à préférer aux socialistes¹⁰⁴. Tout ce qui n'était pas communiste était fasciste. Toute l'Europe donc était sous le règne du fascisme et comme celui-ci avait déjà emporté la victoire, la possibilité d'un danger fasciste menaçant l'avenir n'existait pas.

Les communistes, en outre, croyaient que la phase de stabilisation du capitalisme arrivait à son terme et qu'il fallait en conséquence anéantir le socialisme et la démocratie. En considérant les nazis (dont on n'a pas reconnu la véritable nature)¹⁰⁵ comme un régime bourgeois, et donc moins dangereux que les socialistes et en niant la menace d'un danger fasciste, ils découvrirent les possibilités d'une collaboration partielle avec les nationaux-socialistes pour détruire la démocratie.

¹⁰³ Nous constatons le même rêve au sein de la gauche française que chez M. von Papen.

¹⁰⁴ Tel était le cas du nazisme, considéré comme beaucoup moins dangereux.

¹⁰⁵ Une conséquence de la théorie marxiste, où chaque régime est l'exponent d'une classe économique.

Nous ne croyons pas que la raison du changement de tactique des communistes en 1928/29 soit due à la volonté de Staline d'aider Hitler à arriver au pouvoir, car cette nouvelle tactique politique était déjà définie à l'époque où Staline ne prenait pas du tout Hitler au sérieux et ne croyait nullement à la possibilité d'un avenir politique pour le chef nazi. Les véritables raisons étaient sa haine pour les socialistes et les difficultés auxquelles il se trouvait en proie, en ce qui concernait sa position dans la politique intérieure russe.

A l'origine, il n'existait donc pas de rapport entre le revirement de 1928/29 et Hitler. On ne peut toutefois nier que la nouvelle politique soutenait quand même la montée nazie. Staline ne put, à partir de 1930, procéder à un nouveau revirement de la politique communiste aussi bien du fait de sa politique intérieure que de sa politique extérieure¹⁰⁶. En effet, on aurait interprété chaque nouveau changement, comme un aveu de défaite de sa part.

A vrai dire, il n'éprouvait pas le besoin de changer sa tactique, car il sous-estimait Hitler, croyant que même après son arrivée au pouvoir, les militaires allemands continueraient à être les véritables dirigeants de l'Allemagne, ces mêmes militaires dont il soulignait la traditionnelle amitié pour la Russie. Pour les communistes le mot d'ordre était de combattre le fascisme et pour cela, il fallait d'abord anéantir la sociale-démocratie¹⁰⁷.

Le Parti Communiste Français suivait, pendant la période de la montée nazie, les directives données par Moscou, luttant contre les sociaux-démocrates allemands, soutenant le K. P. D. et même, au nom de la solidarité prolétarienne internationale, le nationalisme allemand le plus virulent¹⁰⁸.

Le Cabinet des Barons avait une très mauvaise presse d'extrême-gauche. . . . *Le provocateur von Papen, flanqué du général fasciste von Schleicher, constituent le gouvernement de la famine et de la terreur*¹⁰⁹ gouvernant avec l'accord d'Hitler. On prévoyait que le premier acte de ce Cabinet serait de congédier le Reichstag et de fixer la date des nouvelles élections au cours desquelles les nazis remporteraient certainement un nouveau succès. Les communistes, eux aussi, considéraient Schleicher comme le vrai maître du gouvernement. On attaquait en même temps

¹⁰⁶ La position de Staline était faible à cause de la »Zwangskollektivierung« et de la grande famine en Russie; en outre, il craignait la perte de l'hégémonie du Parti Communiste Russe, comme il craignait une guerre des puissances occidentales contre la Russie, surtout de la France, et Hitler (avec sa haine contre le Traité de Versailles) lui paraissait une meilleure garantie pour la Russie ». . . que la République de Weimar«.

¹⁰⁷ KNORVI, 1931, voir aussi les discours du XII Congrès du K. P. D.

¹⁰⁸ Voir GROSSER, Hitler, la presse et la naissance d'une dictature, p. 56.

¹⁰⁹ L'Humanité, 2. 6. 1932.

la sociale-démocratie, lui attribuant la responsabilité de la création du Cabinet des Barons, car le *ministère Papen-Schleicher est la création d'Hindenburg, et Hindenburg est la création de la sociale-démocratie allemande*¹¹⁰. Et on engageait les communistes français dans ce combat à la fois contre le gouvernement et contre la sociale-démocratie, car *cette lutte est la nôtre, et nous (les communistes français) n'avons plus une minute à perdre pour développer notre effort d'agitation . . . et prendre notre place sur le front rouge franco-allemand*¹¹¹.

Le Parti Communiste Français était optimiste en ce qui concernait les chances d'une prise du pouvoir par les communistes, parce que la dictature militaire et le régime de la guillotine annoncé par Hitler ne sauveront pas la bourgeoisie allemande de l'effondrement¹¹².

Le point de vue de l'extrême-gauche ne s'est guère développé pendant l'année 1932; on sous-estimait le mouvement national-socialiste¹¹³, on soulignait la solidarité complète des communistes allemands et français dans la bataille contre l'impérialisme en France et en Allemagne, on menait une lutte acharnée contre les socialistes des deux pays¹¹⁴ et on continuait à soutenir un vigoureux nationalisme allemand. *Ainsi, nos deux partis attestent solennellement leur égale résolution d'abroger et de déchirer le Traité de Versailles*¹¹⁵.

Ce soutien du nationalisme allemand s'affirma encore plus nettement dans le discours de Maurice Thorez tenu à Berlin le 16 janvier 1933, publié dans «L'Humanité» et dont nous citons les passages suivants:

Le système de Versailles pour la France, . . . c'est le droit d'écraser sous son joug exécrationnel le peuple allemand sous le tribut des réparations, mutilé par des frontières arbitraires, tel l'impossible corridor, et injustement frappé par l'article 231, qui prétend rétablir la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement de la guerre, . . .

*Pas un seul pfenning du peuple allemand, tel est notre mot d'ordre pour l'évacuation immédiate de la Sarre, pour la libre disposition du peuple Alsace-Lorraine, jusques et y compris la séparation d'avec la France, pour le droit à tous les peuples de langue allemande de s'unir librement . . .*¹¹⁶.

¹¹⁰ L'Humanité, 2. 6. 1932.

¹¹¹ L'Humanité, 2. 6. 1932.

¹¹² L'Humanité, 26. 10. 1932.

¹¹³ Après les élections de novembre on écrivait: «Les nazis sont en déclin», L'Humanité, 7. 11. 1932.

¹¹⁴ «. . . Il appartient aux prolétaires français d'agir avec une égale vigueur contre leur propre impérialisme, défendu aujourd'hui par les hypocrites «pacifistes» de gauche comme il l'était hier par les hommes de droite», L'Humanité, 26. 10. 1932.

¹¹⁵ L'Humanité, 26. 10. 1932.

¹¹⁶ L'Humanité, 16. 1. 1933.

Jusqu'à la prise du pouvoir par Hitler, on attaqua la sociale-démocratie, qui avait fait *le lit de la réaction et du fascisme* sous le prétexte mensonger du *moindre mal*.

Après avoir analysé ces deux points de vue opposés, purement doctrinaux, essayons de tracer la vision du centre.

Bien qu'influencé par son idéologie libérale et radicale et qu'astreinte à se défendre à la fois contre la droite et la gauche, le centre fut cependant, au sein de l'opinion publique française, la tendance qui sut dégager une analyse à peu près objective des faits.

III. Opinion du centre: »Regain du nationalisme – Crise économique et sociale«

La politique du centre fut, jusqu'à 1933, basée surtout sur deux principes essentiels¹¹⁷; d'une part le maintien de la solidarité de la France envers ses alliés, au moyen d'un système d'alliances, afin d'écartier le danger d'une France isolée¹¹⁸, et, d'autre part, pour garantir la propre sécurité nationale, éviter avec la plus grande ténacité un réarmement massif de l'Allemagne. Le centre combinait ainsi à la fois des éléments de la politique de la droite¹¹⁹ et de celle de la gauche; d'un côté, assurer la supériorité de l'armement français, et maintenir d'importantes clauses, surtout militaires et territoriales, du Traité de Versailles et d'un autre côté soutenir la sécurité collective à travers la S. D. N. et la réconciliation avec l'Allemagne. On craignait surtout que l'Allemagne ne développât un armement plus puissant que celui de la France bien qu'en ce moment celle-ci bénéficiât d'un surplus de puissance militaire, qui compensait la différence de potentiels démographique et industriel à l'avantage de l'Allemagne. Il fallait donc, pour lier l'Allemagne et rallier l'Angleterre à la France, accepter le désarmement général mais à condition, seulement, d'avoir de nouvelles garanties de sécurité et de nouvelles promesses d'assistance qui renforceraient les points faibles de Locarno et complèteraient les lacunes du pacte Briand-Kellog. Cette conception conciliait le désarmement et la sécurité nationale par le renforcement de la S. D. N. en lui donnant la possibilité de jouer un rôle non pas fictif, mais actif et réel.

Contrairement aux idées de Weygand, Herriot, qui assurait la continuation du chemin tracé par Briand, affirmait que: *La défense d'un pays*

¹¹⁷ Voir les explications de Daladier, Rapport, op. cit. t. I, p. 10-11.

¹¹⁸ Ceci concernait surtout l'Angleterre qui désapprouvait la politique d'occupation de la Ruhr.

¹¹⁹ Une partie de la droite s'était rapprochée du Centre après la mésaventure de l'occupation de la Ruhr.

ne réside pas seulement dans ses soldats et ses canons, mais aussi dans l'excellence de sa position juridique¹²⁰. Le succès de cette politique dépendait d'un plus grand engagement de l'Angleterre dans la S. D. N. et d'une politique prudente et patiente d'une Allemagne démocratique pour rassurer la France.

Deux tendances composaient surtout le centre :

- les modérés qui représentaient la plus grande partie de la »bourgeoisie d'affaires« et dont les personnalités les plus représentatives furent Gignoux, François-Poncet, Petsche et Billiet;
- les radicaux-socialistes¹²¹ qui représentaient la petite bourgeoisie provinciale, les artisans, les professions libérales et les paysans du Sud et du Centre de la France.

Que ce soit pendant les périodes de crise, de grands événements, ou que ce soit durant toute l'époque de l'avènement d'Hitler au pouvoir, l'Allemagne tint aussi dans la presse du centre, la tête des colonnes consacrées aux affaires internationales.

50% des informations consacrés à l'étranger concernaient l'Allemagne et 30 à 40% des grands reportages traitaient directement ou indirectement du problème allemand. L'Allemagne se posait donc au tout premier chef des problèmes pour la France et était analysée de près dans tous les domaines de la presse: opinions, éditoriaux, reportages et enquêtes. L'intérêt porté à l'Allemagne était tout d'abord d'ordre politique: il fallait étudier constamment dans quelle mesure les problèmes allemands avaient une influence sur la sécurité française.

Voilà pourquoi la plupart des analyses se consacraient à la politique extérieure, sans délaissier néanmoins la politique intérieure allemande, dans la mesure où celle-ci avait une certaine influence sur la politique extérieure, comme par exemple la stabilité ministérielle, le fonctionnement des formes démocratiques, la montée du nazisme et la menace communiste.

Les analyses de la situation économique et du malaise social étaient étudiées sous le même angle. La crise économique en Allemagne était considérée comme une des causes de l'effondrement de la République de Weimar. Le malaise social, plus particulièrement le chômage, était lié à la crise économique et aux dangers des extrêmes politiques.

¹²⁰ Voir Documents diplomatiques français (1932-1939) op. cit. tome I (Doc. 250, 260, 268, 272, 273, 286).

¹²¹ Herriot, la personnalité éminente du parti radical-socialiste, était l'incarnation de l'art de vivre à la française, un parfait produit de la culture et de l'école françaises, un grand orateur. Il parlait l'allemand, lisait Goethe et Hegel dans le texte et admirait Beethoven et Wagner.

1. » Le succès d'Hitler ne doit pas alerter l'opinion française«

L'appréciation des causes et de la portée du résultat des élections législatives de septembre 1930, faite par la presse du centre différait nettement de celle de la droite. L'image des analyses des causes de la montée nationale-socialiste est multicolore si on la compare à l'uniformité sombre des opinions de la droite. La diversité des jugements du centre, qui rend plus difficile notre effort d'en tirer les grandes lignes, est due au refus quasi général d'une interprétation monocausale des résultats des élections.

Si l'on envisageait la victoire remportée par Hitler, on considérerait cependant qu'il s'agissait d'un succès relatif, qui, en aucun cas, ne devait servir de prétexte pour alerter l'opinion publique sur la possibilité d'une menace allemande contre la sécurité française.

»Paris-Soir« écrivait que tous les bruits qui couraient à propos d'une éventuelle dictature étaient en vérité sans fondements¹²². Bien entendu, la révélation du pouvoir d'agitation d'Hitler était très surprenante, mais cet étonnement ne devait pas se convertir en panique, car un grand pays, qui a montré sa fidélité à la forme républicaine, ne se laissera pas entraîner tout d'un coup à un extrémisme, qui ne pourrait que nuire à la paix de l'Europe«¹²³. Oui, Hitler était *l'homme du jour*¹²⁴ mais ce ne serait pas encore demain qu'il gouvernerait le Reich. Cette citation montre clairement le rapport existant entre l'interprétation des résultats des élections par le centre et la politique intérieure française. En effet, il serait paradoxal d'interpréter les élections comme preuve d'un regain nationaliste allemand, en soutenant en même temps la continuation de la politique de Briand, le rapprochement franco-allemand.

D'un autre côté, on ne pouvait pas non plus ignorer ou minimiser le danger allemand, car on y croyait, et l'ignorer aurait été ne pas accorder l'importance due au problème de la sécurité de la France. Le centre se voyait ainsi obligé de trouver une interprétation parant à la fois les attaques de la droite et de la gauche. Voilà pourquoi, la renaissance du sentiment nationaliste en Allemagne, née de l'impatience de cueillir les fruits de lents progrès de la politique révisionniste des gouvernements démocratiques (une des causes du succès de Hitler) fut dénoncée. On préféra la lier à la misère économique. »Paris-Soir« déclarait que la misère était arrivée à un tel degré, que l'on votait pour le parti qui parlait le mieux

¹²² Paris-Soir, 16. 9. 1930.

¹²³ Paris-Soir, 16. 9. 1930.

¹²⁴ Paris-Soir, 18. 9. 1930.

de la nourriture. »L'Oeuvre« demandait avec insistance une aide morale aussi bien que matérielle, pour soulager la souffrance du peuple allemand.

Le malaise social et la désintégration politique, en tant que conséquences de la situation économique, avait rendu l'Allemagne malade, ce qui expliquait pourquoi elle était attirée par la »mystique hitlérienne«. En conséquence, aux yeux du centre, les électeurs de la N.S.D.A.P. n'étaient pas forcément des revanchards; ceux qui avaient voté pour les nationaux-socialistes, en signe de protestation contre les Traités de Versailles, n'étaient pas non plus l'expression intégrale de l'éternelle Allemagne, mais seulement des mécontents trompés par une propagande habile, des »suiveurs« et surtout des désespérés. Pernot écrivait dans la »Revue des Deux Mondes«, que le succès d'Hitler et de son parti venait du désespoir des petites gens, et Camille Loutre affirmait dans »Paris-Soir« que ... *la prolétarisation des classes moyennes ... était la base du danger et de la maladie nazie, seulement guérissable par la réforme des structures économiques*¹²⁵.

Pour les observateurs du centre, Hitler avait réussi à utiliser toutes les raisons du mécontentement général; le résultat des élections aurait été incompréhensible sans ces trois millions de chômeurs allemands; l'exaspération de la misère, née du chômage, avait créé un état d'esprit prêt à accepter la suggestion de violence.

Le centre, donc, rejetait en principe les analyses de la droite, jugées, par les journalistes, comme simplistes. Les Allemands voulaient tout d'abord du travail, pour vivre en de meilleures conditions et non pas abolir le système établi dans les Traités de Versailles. Il évoquait, en outre, le dégoût éprouvé par certains milieux allemands, pour ce régime parlementaire allemand qui provoquait un certain malaise dans le pays, par son instabilité ministérielle et son manque d'autorité. Le manque de classe dirigeante, *vraiment digne de ce nom* et le fait que le peuple allemand ne soit pas encore mûr pour la démocratie expliquaient l'impopularité du système parlementaire en Allemagne. La montée nazie n'aurait fait ainsi que refléter l'incroyable manque de sens politique du peuple allemand, toujours prêt à se jeter vers les extrêmes¹²⁶.

Hitler, » Mussolini de second ordre «

Comment le centre, après les élections, considérait-il Hitler et son mouvement?

Hitler incarnait tout ce que l'Allemagne comptait de réactionnaire, d'irréductible, de monarchiste, de militariste, d'ouvertement hostile à la

¹²⁵ Paris-Soir, 21. 12. 1930.

¹²⁶ L'interprétation donnée par »Le Temps«.

politique de Locarno et au plan Young; il était regardé comme l'apothéose de l'organisation allemande, de l'effort méthodique de mobilisation dans le but d'obtenir l'abolition des Traités, mais on ne le prenait pas encore au sérieux, ce *Mussolini de second ordre*¹²⁷.

Son programme était souvent identifié avec celui des communistes, on considérait le nazisme comme une sorte de bolchévisme réactionnaire et pendant longtemps, on mit les nationaux-socialistes sur le même pied que les communistes, tant en ce qui concernait leur doctrine, qu'en ce qui concernait leurs méthodes politiques¹²⁸.

2. Stagnation ou progrès du mouvement national-socialiste pendant l'année 1931 ?

Comment la situation du mouvement nazi, pendant la période allant des élections au début de l'année 1931, se présentait-elle aux yeux du centre ?

Les observateurs centristes avaient conscience, d'une façon générale, de la menace qui pesait sur les institutions démocratiques et sur la République de Weimar, mais en réalité, ils la minimisaient; même ceux qui croyaient toujours au danger allemand, étaient d'avis que le nazisme ne devait et ne pouvait être qu'une crise passagère. Après la réélection de Loebe à la présidence du Reichstag, on estima que la situation se détendait et que les risques d'un extrémisme naissant en Allemagne étaient presque écartés. Cette analyse s'appuyait sur la présence de considérables forces démocratiques¹²⁹ résolues à endiguer, sinon briser, *les folies hitlériennes et communistes réunies*.

Ce n'est qu'à la fin de l'année 1930, à la suite du succès remporté par les nazis dans certaines élections communales, qu'une fraction du centre changea d'opinion.

Au début de l'année 1931, l'ensemble des opinions centristes se montrait nuancé et assez hétérogène. En simplifiant cet éventail très complexe, nous pouvons dire qu'une partie de ces opinions continuait à montrer ouvertement son optimisme vis-à-vis de la consolidation de la position de la République de Weimar par le cabinet Brüning. L'autre partie, tout en croyant à un certain renforcement de la République dont elle tirait la preuve des ordonnances de Brüning, votées par le Reichstag, ne cachait pas ses inquiétudes en ce qui concernait l'influence du mouvement nazi en Allemagne.

La vision optimiste était défendue par »Le Temps«, le »Petit Parisien«, la »Dépêche de Toulouse«, et encore au début de l'année, dans

¹²⁷ Paris-Soir, 21. 10. 1930.

¹²⁸ Paris-Soir, 14. 10. 1930 et aussi »Le Temps« pendant le mois d'octobre 1930.

¹²⁹ S. P. D. et Zentrum.

»L'Oeuvre«, ce dernier ayant subi un revirement de position au cours de l'année.

On concentrait sur Brüning, successeur de Stresemann, la confiance et l'espoir que son gouvernement soit le grand rempart capable de faire face aux déraillements nationaux-socialistes et communistes; on décrivait la lutte qu'il avait entreprise pour sauvegarder la République, en surmontant ce moment de crise qui la menaçait, et on soulignait son attitude internationaliste, pleine de bonne volonté envers la France, étant donné la politique étrangère qu'il pratiquait.

La »Stinneskrise« considérée comme un autre symptôme du processus de décomposition du mouvement nazi, ne pouvait que précipiter les jours noirs d'Hitler et de son parti qui donnait déjà l'impression chaotique, affaiblissant le prestige de son chef dans l'opinion allemande.

A la suite du *Preussenplebiszit*, interprété comme la grande défaite d'Hitler et comme la disparition du danger nazi, ce point de vue trouva sa justification définitive.

L'autre partie du centre, beaucoup moins optimiste, affirmait que Brüning s'était montré incapable de contrôler le désordre politique qui augmentait, notamment à la suite des progrès des nationaux-socialistes et des communistes. On mettait en doute sa capacité de maîtriser les événements et sa volonté de résister à ceux qui empoisonnaient les relations franco-allemandes. Si un coup d'Etat de la part des nazis semblait pour l'heure invraisemblable, ce n'était pas dû à la capacité de Brüning pour gouverner, mais à la crainte que cette action ne provoque à coup sûr une grève générale et la guerre civile en Allemagne. Le cabinet Brüning bénéficiait ainsi de la peur de la majorité du peuple allemand face à ces éventualités¹³⁰. On commença à éprouver un certain mépris pour les réticences allemandes sur le plan du désarmement et surtout pour les excuses répétées que Brüning employait comme slogan »que le peuple allemand ne permettrait pas«.

Nous constatons, approximativement, que cette division de l'opinion du centre a persisté jusqu'aux élections à la Diète de Hessen, en novembre 1931. Même après la réunion de Bad Harzburg, »Le Temps« n'a fait que nuancer légèrement son optimisme; il affirmait qu'Hitler n'avait pas atteint son but de déclencher un élargissement général de son mouvement. Le centre demeurait divisé; une partie estimant que le mouvement national-socialiste, au cours de l'année 1931, avait subi, sinon un recul, du moins une stagnation, tandis que l'autre croyait en la consolidation, sinon au progrès, de la position du N.S.D.A.P. en Allemagne.

¹³⁰ Le Petit Parisien, 21. 6. 1931.

3. Le sombre avenir de l'Allemagne

Le résultat des élections dans le pays de Hesse, où les nationaux-socialistes gagnèrent 37,1 % des voix, provoqua un revirement dans l'opinion du centre à propos du rôle et des chances politiques d'Hitler et de son mouvement. En général, on commença à envisager de grands risques et un sombre avenir pour la démocratie en Allemagne. »Le Temps«, cependant, gardait encore un certain optimisme croyant que Brüning réagirait fermement aux attaques hitlériennes, et espérant qu'il remporterait la victoire sur son adversaire.

La fraction plus pessimiste du centre se rapprochait des conceptions de la droite. Elle ne croyait plus, ni à une action efficace, ni aux possibilités de la réaliser, pas plus qu'à la volonté d'agir du chancelier. Elle sentait le parti national-socialiste très proche de la prise du pouvoir mais espérait quand même qu'il s'y désintégrerait¹³¹.

Comme la participation au pouvoir semblait, quant à elle, hors de doute, on se demandait plutôt, sans pouvoir y répondre, comment et par quelles méthodes Hitler y parviendrait. La position délicate des nazis était clairement mise en évidence car, d'une part, ils étaient trop faibles pour prendre le pouvoir légalement et, d'autre part, les risques provoqués par un coup d'Etat, étaient trop grands. Pour accéder au pouvoir sans avoir la majorité dans le Reichstag et en rejetant l'idée d'un éventuel coup d'Etat, la seule possibilité qui restait à Hitler était qu'Hindenburg lui fît appel pour lui confier la formation du gouvernement: cette hypothèse était encore considérée comme invraisemblable, étant donné le profond mépris et l'irréductible antipathie du maréchal envers le *caporal bohémien*. Avant les élections présidentielles, les reportages et informations à propos de l'Allemagne gardaient généralement cette ligne d'analyse. Mais ils constataient de plus la révolution silencieuse qui s'accomplissait en Allemagne, le changement des structures morales, économiques et sociales qui s'orientaient vers l'épanouissement de l'idée prussienne de l'Etat.

Hitler, un » marié de village «

Pour le centre il était clair que cette évolution ne pouvait aboutir que sur Hitler, qui était depuis toujours l'incarnation de tout ce qu'on détestait chez les Allemands. Il représentait tout ce qu'il y avait de pire dans la nature prussienne et dans le désordre allemand. On haïssait Hitler, en même temps qu'on était sûr qu'il accéderait au pouvoir, et on se refusait à tracer son portrait comme celui d'un homme d'Etat, de manière paradoxale on le ridiculisait plutôt. . . . *Avec sa petite moustache noire à la Charlot, ses cheveux pommadés, divisés par une raie impeccable,*

¹³¹ Le Petit Parisien, 12. 12. 1931

*qu'il caresse de temps en temps, complaisamment, avec son complet noir et ses manchettes éblouissantes, il paraît un peu un marié de village*¹³².

Dans la «Revue des Deux Mondes», on le présentait de façon plus nuancée; une personnalité dont le trait principal était la francophobie, qui ne respirait ni charme, ni majesté, mais qui exerçait une action profonde et irrésistible sur l'auditoire allemand et qui animait ses troupes de la vocation du sacrifice et de la mission à accomplir. Cet homme avec sa doctrine confuse, qui le poussait alternativement vers l'ordre et vers la révolte, exploitait l'effroyable malaise, le profond déséquilibre créé en Allemagne par la mécanisation outrancière des industries, les excès de la concentration et la rationalisation des entreprises, disait-on encore dans la «Revue des Deux Mondes».

Au fond, on ne caractérisait Hitler que par des contradictions. On le qualifiait tantôt de patriote ardent, tantôt d'apatride, d'antisémite chrétien, de païen mystique et d'adversaire du capitalisme et du marxisme, le tout animé d'une soif de pouvoir et du rêve fanatique de l'hégémonie germanique¹³³.

Double appréciation du résultat des élections présidentielles

Le résultat des élections présidentielles de mars/avril 1932, fut considéré à nouveau comme une victoire d'Hitler, mais on fit remarquer que son mouvement n'avancait plus à la même vitesse.

On nuancait ce résultat cependant, en relevant, le rôle important que la misère sociale y avait joué. . . . *les partis politiques ne vivent que d'elle. Chacun cherche d'instinct celui qui parle le mieux de la nourriture, cette bonne, délicieuse nourriture, dont le parfum devient de plus en plus cruel*¹³⁴. *La misère et la peur d'une misère encore plus grande sont sur le point de créer une foi nouvelle en Allemagne* disait encore «Paris-Soir»¹³⁵.

Les radicaux affirmaient plutôt le succès d'Hindenburg, tandis que les modérés se raidissaient sur l'importance du succès d'Hitler.

Après le deuxième tour, cette double appréciation persista encore. Ceux qui croyaient à l'importance de ces élections, pour le mouvement hitlérien, disaient que le véritable vainqueur de la journée était Hitler, dans la mesure où il avait gagné 2 millions de voix. A leur avis, les catholiques, les sociaux-démocrates et les israélites coalisés, qui croyaient avoir remporté la victoire, ne devaient pas trop la chanter, car le parti nazi était devenu plus puissant que jamais.

¹³² Jules SAUERWEIN, Paris-Soir, 10. 3. 1932.

¹³³ VERAX — Revue des Deux Mondes, 1. 1. 1932.

¹³⁴ Paris-Soir, 12. 3. 1932.

¹³⁵ P. MAC ORLAN — Paris-Soir, 12. 3. 1932.

Cependant les nazis, à leurs yeux, avaient une faiblesse qui résidait dans le caractère hétérogène du parti; ce conglomerat de gens ne manquerait pas de force en effet lorsqu'il s'agirait de monter à l'assaut du gouvernement, mais s'il parvenait à s'en emparer, on verrait aussitôt surgir cette faiblesse idéologique et les oppositions profondes, irréductibles, qui séparaient les nazis entre eux.

On espérait, sans trop y croire, que ce serait l'Allemagne libérale qui finirait par vaincre. Les divers chanceliers du Reich étaient des catholiques, des francophiles; c'eût été là un signe d'assez bon augure, s'il n'y avait pas eu 13 millions de nazis pour les accuser d'avoir trahi la patrie allemande¹³⁶.

A la suite du »Preussenplebiszit«, le ton des commentaires devint encore plus sombre, »Le Temps« qualifia cet événement de jour le plus noir pour la République, depuis le septembre 1930. Nous pouvons remarquer à quel point il a perdu son optimisme pour arriver à un stade d'appréciation qui lui permettait de prévoir, après cette date, même un arrangement entre Brüning et Hitler.

4. De l'apogée au déclin du mouvement national-socialiste

La démission de Brüning a été interprétée comme un événement politique de premier ordre, capable de provoquer la fin de la République de Weimar.

Le sentiment général exprimé dans l'opinion du centre, voyait le mouvement national-socialiste et Hitler plus proche du pouvoir que jamais. L'importance donnée à cet acte politique, apparût clairement dans l'analyse du »Temps«, journal qui avait su garder le plus longtemps un certain optimisme en ce qui concernait la position de la démocratie parlementaire en Allemagne. On y lisait: *La chute du Cabinet Brüning, pour prévue qu'elle fût, marque un tournant tel dans la politique générale du Reich qu'on a le sentiment d'une coupure nette entre ce qui fut, et ce qui sera et que toute transition paraît singulièrement difficile. Cette crise se produit dans des conditions si spéciales, par la seule volonté du Président du Reich, en dehors de toute manifestation du Parlement, dont le dernier acte fut une manifestation de confiance dans l'action du chancelier démissionnaire, qu'on ne peut apprécier la situation selon les règles qui commandent ailleurs un changement de gouvernement. Ce qui explique qu'on considère de différents côtés, qu'il s'agit d'une crise de régime et que c'est la constitution de Weimar elle-même qui se trouve en péril. Les Anglais qui se sont fait beaucoup d'illusions sur les intentions et*

¹³⁶ Paris-Soir, 12. 4. 1932.

*l'influence de M. Brüning, n'hésitent pas à écrire ce matin que la démission du chancelier sonne le glas de la démocratie parlementaire en Allemagne*¹³⁷.

Mais *«Le Temps»* ne partageait pas l'opinion de *«Paris-Soir»* selon laquelle la formation du *«Cabinet des Barons»* signifiait un pas de plus d'Hitler vers le pouvoir¹³⁸. Il croyait, au contraire, au regain politique des vieilles forces de l'Empire au désavantage d'Hitler. *Ce qui compte, c'est le fait de la présence au pouvoir d'hommes nouveaux ne tenant leur mandat que de la seule volonté du maréchal von Hindenburg et qui sont animés d'un esprit nouveau, lequel rappelle singulièrement le vieil esprit prussien. L'hitlérisme lui-même paraît dépassé par l'événement, car ce que représente réellement le Cabinet formé par von Papen et dominé par le général von Schleicher, chef du Reichswehr, est aussi différent de l'hitlérisme que celui-ci peut l'être du socialisme*¹³⁹.

A la suite des résultats de quelques élections partielles qui laissaient supposer que le N. S. D. A. P. n'obtiendrait certainement pas la majorité absolue aux élections législatives du 31 juillet, et après avoir constaté l'attitude de von Papen vis-à-vis d'Hitler, révélatrice du fait que les nouveaux dirigeants avaient la ferme intention d'exercer seuls le pouvoir et d'empêcher une formation gouvernementale où Hitler figurerait en position de chef, l'opinion du centre, primitivement divisée à propos du rôle que jouerait Hitler après la chute du chancelier Brüning, s'unifia assez vite en s'approchant nettement de l'analyse publiée par *«Le Temps»*.

On avait, d'autre part, à nouveau conscience du dilemme face auquel se trouvaient les nationaux-socialistes. Ce dilemme était cette fois-ci aggravé par la présence du général von Schleicher à la tête du ministère de la Reichswehr, ce qui rendait un putsch nazi encore plus dangereux pour Hitler qu'auparavant.

L'interprétation que l'on donna des élections législatives de juillet se poursuivit dans le même ordre d'idées. On constatait que le mouvement national-socialiste n'avait pu avancer grâce à de nouvelles voix, du moins par rapport au succès obtenu lors du *Preussenplebiszit*. En fin de compte, il ne s'agissait pas d'un succès pour Hitler. Celui-ci devait être plutôt déçu par le résultat de ces élections. . . . *Ce qui frappe tout d'abord, parce que c'est sur ce point que se concentrait l'attention, c'est que les nationaux-socialistes, tout en doublant le total de leurs voix par comparaison aux élections du 14 septembre 1930, et en doublant également le nombre des mandats dont ils disposaient dans l'ancien Reichstag, n'obtiennent pas la victoire décisive qu'ils escomptaient. Le parti d'Hitler consolide*

¹³⁷ *Le Temps*, 1. 6. 1932.

¹³⁸ *Paris-Soir*, 2. 6. 1932.

¹³⁹ *Le Temps*, 6. 6. 1932.

simplement ce qu'il avait acquis aux élections de Prusse. »Le Temps« concluait en disant que *la nouvelle vague hitlérienne, qui devait tout emporter, n'a pas déferlé hier sur l'Allemagne, et il semble bien que les nationaux socialistes aient perdu désormais une meilleure chance de s'emparer seuls du pouvoir et d'imposer leur dictature à la nation*¹⁴⁰. Par contre, en ne voyant aucune majorité nette possible, de gauche ou de droite, on croyait plutôt à la consolidation du Cabinet von Papen, qui en se basant sur l'article 48 de la Constitution, avait des chances de se maintenir.

Le refus d'Hindenburg »sonne le glas du fascisme allemand«

La situation d'Hitler fut considérée plus délicate encore, après le refus d'Hindenburg de lui confier le gouvernement. A Hitler, qui réclamait le pouvoir pour son parti seul, lui-même devenant chancelier, Hindenburg avait proposé la chancellerie et quelques postes dans le Cabinet présidentiel. A la suite de l'échec de ces négociations, l'ensemble de l'opinion s'attendait à une crise prochaine au sein du N. S. D. A. P. et même à la fin du rêve politique du mouvement hitlérien. On était persuadé que la journée du 13 août avait *bel et bien sonné le glas du fascisme allemand*, que le parti national-socialiste avait échoué dans ses efforts pour s'emparer du pouvoir et s'installer à la direction de la politique allemande. »Le Temps« déclarait que . . . *Hitler a fermé lui-même la porte par laquelle il pouvait espérer accéder régulièrement à la direction des affaires, en partage avec les chefs de l'armée et les barons prussiens*¹⁴¹, et la »Dépêche de Toulouse« était même sûre que les nazis n'y reviendraient pas.

Pendant cette période le centre vit l'intérêt qu'il portait jusqu'ici à Hitler, décroître et commença à se préoccuper surtout de l'éventualité de la restauration d'une monarchie allemande et de la politique étrangère allemande.

La nouvelle dissolution du Reichstag, le 12 septembre 1932, qui n'avait pas provoqué de vive réaction de la part des nationaux-socialistes, renforça encore le large sentiment que la partie politique allemande avait été jouée et qu'Hitler était perdant, car le N. S. D. A. P. ayant été le groupe le plus fort au sein du Reichstag et un de ses membres en ayant occupé la présidence, sa dissolution ne pouvait paraître qu'un échec grave pour ce parti. Les voix qui parlaient déjà d'un crépuscule d'Hitler et de son mouvement, même de sa chute prochaine, se multipliaient. Les élections de novembre et le nouveau refus d'Hindenburg de confier le gouvernement à Hitler renforça cet optimisme qui ne prévoyait que dé-

¹⁴⁰ Le Temps, 2. 8. 1932.

¹⁴¹ Le Temps, 15. 8. 1932.

cadence et chute du nazisme. Il étayait son point de vue en considérant qu'un mouvement du style du mouvement hitlérien ne pouvait vivre qu'à condition de se développer constamment; s'il ne se développait pas, il reculerait et s'il reculait, il serait perdu.

C'est surtout »Le Temps« qui fit l'analyse du »jeu fin« du vieux Président du Reich. Hindenburg faisait formellement appel à Hitler en tant que chef du groupe parlementaire le plus fort, mais il le faisait en lui dictant ses conditions pour la formation du nouveau gouvernement, conditions qui ne s'accordaient pas à celles envisagées par Hitler; il mettait ainsi ce dernier dans l'impossibilité d'accepter cette formation et d'y participer¹⁴²; selon »Le Temps«, le Président semblait se rendre très bien compte qu'un gouvernement sous la direction d'Hitler, aurait certainement évolué dans le sens d'une dictature du parti national-socialiste. Démonstration était faite que von Papen, von Schleicher et Hindenburg avaient réussi à prendre Hitler au piège et, du même coup, à disloquer définitivement le mouvement hitlérien¹⁴³.

La nomination du général von Schleicher en tant que nouveau chancelier, fortifiait bien sûr cette vision répandue généralement dans l'opinion du centre, dont le bilan politique de l'année 1932 s'exprimait par des titres tels que: *le développement et le déclin de l'hitlérisme*. Le centre estimait que le nazisme battait en retraite et que son cauchemar ne planait donc plus sur l'Allemagne de 1933. »L'Oeuvre« parlait même de la *fin piteuse de l'hitlérisme*¹⁴⁴.

Surestimation de la »Strasserkrise«

La crise au sein du N.S.D.A.P. provoquée par Strasser, fut largement surestimée par l'opinion du centre¹⁴⁵, tant en ce qui concernait le rôle politique de Strasser¹⁴⁶, qu'en ce qui avait trait à l'importance de la crise pour le mouvement lui-même et qui selon le centre, représentait le point final de l'avenir politique d'Hitler. On pouvait lire dans »Le Temps«: *On conçoit difficilement que le Président von Hindenburg, qui n'a jamais dissimulé le peu de sympathie qu'il éprouve pour le chef des »nazis« et qui n'a certainement pas oublié la campagne dénuée de toute courtoisie que celui-ci mena contre lui, lors de l'élection présidentielle, puisse être disposé à accorder à Hitler, vaincu et abandonné par une partie de ses troupes, ce qu'il lui a refusé catégoriquement à l'époque où*

¹⁴² Le Temps, 21. 11. 1932 et 20. 11. 1932.

¹⁴³ La Dépêche de Toulouse, 3. 12. 1932.

¹⁴⁴ 1er janvier 1933.

¹⁴⁵ Le Temps prévoyait déjà le 14. 11. 1932 une participation de Strasser au gouvernement.

¹⁴⁶ Une des rares voix allant contre la surestimation de Strasser, était celle du correspondant de la Dépêche de Toulouse

le *»Führer«* était soutenu par un formidable mouvement populaire¹⁴⁷. Voilà pourquoi, deux semaines avant l'avènement d'Hitler, on était persuadé que l'hitlérisme était en train de mourir, qu'Hitler devait s'en aller, qu'il était entré dans l'histoire. Cette opinion persista même après le succès électoral des nazis dans l'Etat de Lippe, qui fut considéré comme soi-disant sans aucune signification politique¹⁴⁸.

Une des rares exceptions qui estima que l'arrivée d'Hitler au pouvoir n'était pas invraisemblable, fut le correspondant de *»L'Oeuvre«* à Berlin. En se basant sur le témoignage de Schacht, il croyait qu'il n'y aurait pas de stabilité avant longtemps en Allemagne et qu'il ne fallait pas tout à fait exclure la possibilité qu'Hitler arrive finalement au pouvoir.

Il faut noter ici, qu'à la suite de l'entrevue de von Papen et d'Hitler, chez le banquier Schroeder, *»Le Temps«* procéda à un très léger revirement d'opinion. Il constata qu'une action d'ensemble de la part de von Papen et d'Hitler, soutenue par certains milieux de la grande industrie, avait peut-être une chance de se réaliser dans l'avenir. Par cette action d'ensemble, von Papen et Hitler espéraient, en effet, briser la puissance de la sociale-démocratie, et les industriels, provoquer une énergique réaction contre les mesures d'ordre social imposées par von Schleicher. Mais pour atteindre ces buts, grâce à une majorité stable, le concours des nationaux-socialistes, bien encadrés par les conservateurs, s'avérait nécessaire.

Nous pouvons conclure, qu'au cours du mois de janvier 1933, le centre (partageant à ce propos l'opinion de la droite) ne s'attendait en général pas non plus à une éventuelle arrivée d'Hitler au pouvoir.

C O N C L U S I O N

Nous avons pu observer que la droite interprétait le phénomène du succès national-socialiste aux élections législatives de septembre 1930 en se basant sur le caractère des Allemands et à leur attachement à la tradition. La poussée hitlérienne inquiétait dans la mesure où elle dévoilait le fond des coeurs allemands, et ce fond était avant tout la Prusse envahissante, orgueilleuse et rusée. Les nationaux-socialistes avaient du succès parce qu'ils représentaient tout ce que l'Allemagne comptait de revanchard, d'irréductible, de militariste et de réactionnaire. Le *»Führer«* représentait, dans cet ordre d'idées le symbole d'une variante particulièrement virulente de cette Allemagne éternelle, la systématisation de la mentalité allemande, et il avait donc toutes les chances d'être porté au pouvoir, d'autant plus que la fausse politique française à l'égard de l'Allemagne, lui facilitait cet accès.

¹⁴⁷ *Le Temps*, 7. 1. 1933.

¹⁴⁸ *Paris-Soir*, 17. 1. 1933.

L'intérêt de la presse se concentrait sur Hitler, mais on ne le prenait pas encore au sérieux, considérant les conservateurs comme plus puissants et plus dangereux, point de vue qui se modifia légèrement au cours de l'année 1931.

En outre, l'interprétation de la droite se trouva en étroite liaison avec ses intérêts dans la politique intérieure française. Il lui fallait une Allemagne nationaliste pour garantir sa position, car seule une Allemagne nationaliste et revancharde, qui, par définition, représentait une menace pour la France, pouvait justifier son attitude profondément germanophobe et sa politique d'extrême fermeté vis-à-vis de l'Allemagne, aux yeux de ses électeurs. D'autre part, cette Allemagne nationaliste servait d'argument dans la polémique, contre les adversaires politiques et contre toute politique de rapprochement, considérée comme un malheur pour la France, car elle l'affaiblissait, en même temps qu'elle renforçait l'Allemagne.

Dans une première phase, la droite accorda beaucoup d'importance au rôle et aux possibilités d'Hitler, en prévoyant son proche accès au pouvoir et en examinant la situation politique allemande sous l'angle de ses succès consécutifs. Mais, dans une deuxième phase (après le bref intermède de Pertinax, qui interprétait le mouvement national-socialiste comme un «état d'esprit» dont le gouvernement était pénétré), surtout après le refus d'Hindenburg de confier le gouvernement à Hitler, en août 1932, la droite, comme d'ailleurs l'ensemble de l'opinion française, cessa de s'intéresser à Hitler. Elle considérait qu'il avait perdu la partie et que son rôle politique était terminé: «il avait eu un bel avenir derrière lui».

La gauche ne jugeait pas le national-socialisme en tant que fidèle reflet de l'Allemagne éternelle, mais comme une conséquence de la crise économique mondiale, qui avait sévèrement frappé l'Allemagne. La montée nationale-socialiste, dont la portée fut minimisée, était due à la misère économique et sociale en Allemagne; le regain du sentiment nationaliste était donc d'importance secondaire, et subordonné aux causes économiques et sociales. Comme la droite, la gauche en rendait la politique française face à l'Allemagne responsable, en la qualifiant de trop dure et de trop peu compréhensive. La France aurait dû, au contraire, aider l'Allemagne à surmonter la crise économique et faire disparaître ainsi le phénomène national-socialiste.

A l'exception de l'année 1931, durant laquelle la gauche exprima un profond pessimisme en ce qui concernait la situation de la République en Allemagne (considérant la démocratie comme une forteresse assiégée qui avait de la peine à se maintenir), elle crut aux possibilités et à la puissance réelle des forces démocratiques allemandes et tout d'abord à la sociale-démocratie.

En n'envisageant pas la véritable nature du racisme hitlérien, la gauche considéra le mouvement national-socialiste et Hitler comme des dangers mineurs. La République ne semblait pas sérieusement menacée. La gauche expliquait son point de vue en interprétant le racisme comme une force virulente de nationalisme, comparable à celui de Boulanger et de Déroulède.

Même un avènement d'Hitler au pouvoir n'était pas considéré comme un véritable danger dans le domaine de la politique extérieure. On estimait que si cette éventualité se produisait, il n'aurait pas de liberté d'action, ni vers l'est, ni vers l'ouest, car il provoquerait une coalition des puissances contre lui, apte à paralyser ses actions. D'autre part, la gauche était convaincue de pouvoir intégrer le national-socialisme dans le système des traités internationaux.

Au lendemain des élections présidentielles, la gauche soulignait le succès d'Hindenburg, affirma que l'Allemagne ne voulait pas de régime fasciste. Référence a d'ailleurs été faite à ces mêmes élections dans une vive polémique contre les communistes, accusés de ne pas être unis au front «anti-fasciste», et d'avoir porté secours à Hitler en ne pas votant pour Hindenburg. L'optimisme éphémère de la gauche, se transforma cependant, après la démission de Brüning, en profond pessimisme: «Hitler attend son heure». Le cabinet des barons était considéré comme un régime de transition, qui préparait la restauration des Hohenzollern. Un nouveau revirement de l'opinion de la gauche, concernant le rôle politique d'Hitler et ses chances d'accéder au pouvoir, eut lieu à la suite des élections législatives du 31 juillet 1932. On mit surtout en évidence que la marche triomphale d'Hitler s'était enfin arrêtée. Le point culminant de cet optimisme se situa lors des élections de novembre 1932: «Hitler est désormais exclu du pouvoir». Le bilan politique de l'année 1932 était donc: «L'année de la grandeur d'Hitler, fut celle de sa décadence». Ce n'est qu'au cours et surtout vers la fin du mois de janvier que le cauchemar d'un cabinet hitlérien préoccupa de nouveau la gauche.

Le point de vue des communistes français fut le fidèle reflet de la position et des exigences russes. L'attitude de l'extrême-gauche suivit donc étroitement les directives élaborées à partir de 1928 et dont le premier souci était la lutte contre la sociale-démocratie et sa politique du «moindre mal», contre la démocratie, et contre «l'impérialisme français», «symbolisé» par le Traité de Versailles.

Les communistes français, eux aussi, jugeaient un éventuel régime national-socialiste comme un régime bourgeois traditionnel, qui présenterait plus d'avantages pour le monde communiste, qu'un régime démocratique.

Par contre, c'était le centre qui analysait de façon plus nuancée et multicausale les raisons de la montée nationale-socialiste. D'une part, on constata le regain du nationalisme, mais on le lia, d'autre part, à la crise économique et à la misère sociale. Si, en effet, Hitler était »l'homme du jour«, après les élections législatives de septembre 1930, le centre ne croyait cependant pas la République en danger. Dans cette perspective, les modérés soulignaient plutôt le regain du nationalisme, et les radicaux accentuaient les conséquences de la crise économique et sociale. Cette interprétation fut en partie nécessitée par la politique intérieure française, qui ne voulait pas donner trop d'importance au regain du nationalisme allemand pour ne pas mettre en danger la politique de rapprochement. En 1931, on parlait encore de la possibilité d'une participation de l'Allemagne dans »l'organisation de la paix à travers une Europe en accord harmonieux«. A la fin de 1931 jusqu'à 1932, on laissa transparaître pourtant une inquiétude croissante, fondée sur le danger de la situation économique, sur les manifestations de mécontentement social, sur le problème financier et aussi sur le regain des tendances anti-démocratiques, militaristes et anti-européennes. Le mouvement national-socialiste fut envisagé avec plus de crainte et plus de respect. On liait toujours son succès à la misère économique. Le centre se montra d'ailleurs divisé durant toute l'année 1931 à propos du rôle politique d'Hitler et de son importance d'une part, et à propos de la stabilité de la République, d'autre part. L'une des tendances centristes considéra que l'année 1931 semblait être une année de stagnation pour le mouvement national-socialiste, l'autre crut en la consolidation, sinon au progrès du N.S.D.A.P.. A partir des élections de Hesse, jusqu'en janvier 1933, nous sommes finalement en présence d'observations quotidiennes de la dégénérescence de la République, contrebalancées par la montée nationale-socialiste. Tout en traitant Hitler de très haut, on le considérait comme une personnalité de second plan. A partir de l'échec des négociations entre Hindenburg et Hitler, en août 1932, le centre crut, comme l'ensemble de l'opinion française, à la fin du rôle politique d'Hitler et à l'éventualité d'une restauration en Allemagne.

Le centre tirait la conclusion de ces événements en estimant que les crises qui secouaient l'Allemagne étaient consécutives à une mauvaise politique économique allemande, qui avait inefficacement dépensé les crédits qui lui avaient été accordés. D'autre part, l'écroulement du système parlementaire et la montée du national-socialisme étaient à ses yeux, la conséquence de »l'incroyable manque de sens politique du peuple allemand, toujours prêt à se jeter vers les extrêmes«, et Hitler n'était en somme que l'aboutissement logique de ces tendances.

A partir de 1930, la montée nazie influença directement les relations

franco-allemandes. Elle suscita un état de malaise sans issue dans la politique de rapprochement pratiquée entre la France et l'Allemagne; la France, en effet en constatant le regain du nationalisme allemand, auquel s'ajoutait une politique extérieure allemande révélatrice de ce caractère »national«, perdit à nouveau confiance en l'Allemagne. Bien que le mouvement nazi se soit encore situé dans l'opposition et qu'on n'ait donc pu lui faire supporter la responsabilité de la politique allemande, il faut reconnaître qu'il influençait déjà lourdement les relations franco-allemandes.

Comment la France allait-elle réagir face à la prise et à l'exercice du pouvoir par les nationaux-socialistes? C'est ce que nous allons essayer d'analyser dans la seconde partie de cette étude, comme nous l'avons indiqué au début de cet article.

Bibliographie

La documentation utilisée, si nous retenons une échelle de valeur, se présente à nous dans l'ordre suivant:

- les sources primaires,
- le rapport de la commission d'Enquête relatif aux événements survenus en France de 1939 à 1945,
- les Mémoires.

Il serait fastidieux de faire valoir le fondement et la portée des »sources primaires« qui constituent la base des renseignements de premier plan. L'analyse de la presse et des débats parlementaires a été la plus fructueuse à l'étude de l'opinion française. Le »Rapport« quant à lui, tire son principal intérêt du fait qu'il est composé de déclarations des spécialistes et des plus importantes personnalités assermentées de la scène politique d'alors. Les »Mémoires« enfin, malgré les multiples avantages qu'elles présentent, peuvent prêter le flanc à des reproches émanant d'un certain besoin de »justification après coup«. On remarque trop souvent le caractère apologétique de ces oeuvres.

Pour ces raisons, nous avons essayé de confronter les affirmations trouvées dans ces oeuvres, avec les déclarations faites au cours des années 1930-1934 par ces mêmes personnes.

I. SOURCES

1. Documents

- Documents on German Foreign Policy 1928-1945. (from the Archives of the German Foreign ministry), Series C, 1933-1937. The Third Reich, first phase, Vol. I et II, Washington, Government printing office, 1957 et 1959, 962 et 929 pp.
- Documents diplomatiques français (1932-1939).
Ire série (1932-1935), T I.: 9 juillet - 14 novembre 1932, Paris, Imprimerie Nationale, 1964, LXIII - 743 p.; T II.: 15 novembre 1932 - 17 mars 1933, Paris, Imprimerie Nationale, 1966, LV - 876 p.
- Dokumente der deutschen Politik und Geschichte.
Von 1848 bis zur Gegenwart. Ein Quellenwerk für die politische Bildung und staatsbürgerliche Erziehung. Berlin, Dokumenten-Verlag Dr. Herbert Wendler u. Co, sans année, T. IV, Die Zeit der nationalsozialistischen Diktatur 1933-1945. Aufbau und Entwicklung 1933-1938., hrsg. von HOHLFELD (Johannes), 508 p.

- Dokumente zur Vorgeschichte des Krieges. Berlin, Reichsdruck (Auswärtiges Amt 1939, Nr 2), 1939, XXVII-488 p.
- HOFER (Walter) - Der Nationalsozialismus, Dokumente 1933-1945. Frankfurt/Main, Fischer-Bücherei K. G., 1967, 398 p.
- Journal Officiel de la République Française, Débats parlementaires. Chambre des Députés, Année 1933, Paris, Imprimerie des Journaux Officiels, 4924 p.
- LACHAPPELLE (Georges) - Elections législatives du 1er et 8 mai 1932. Résultats officiels. Paris, Le Temps, 1932, XXIV - 367 p.

2. Ouvrages de l'époque

- BAINVILLE (Jaques) - L'Allemagne. Paris, Plon, 1939, 285 p., Préf. d'Albert Rivaud.
- BAINVILLE (Jacques) - L'Allemagne. Vol. II Paris, Plon, 1939, 213 p.
- BAINVILLE (Jacques) - Journal (1927-1935). Tome III. Paris, Plon, 1949, 287 p.
- BARBUSSE (Henri) et autres. Ceux qui ont choisi. Contre le fascisme en Allemagne, contre l'impérialisme français. Préf. de Vaillant-Couturier; textes de Gide Rolland et autres. Paris, (Assoc. des écrivains et artistes révolutionnaires) 1933,
- BENOIST-MECHIN (Jacques) - Histoire de l'Armée allemande (1918-1941). Tome II. De la Reichswehr à l'Armée nationale (1919-1938). Paris, Albin Michel, 1938, 672 p. cartes et graphiques.
- BOURQUIN (Maurice) - Le problème de la sécurité internationale, Paris, Sirey, Paginé 473-542, 1935, Bibliogr.
- BRINON (Fernand de) - France - Allemagne 1918-1934. Paris, B Grasset, 1934, VI - 273 p.
- GRIMM (Frédéric) - Hitler et la France. Préf de J. v. Ribbentrop. Paris, Plon, 1938, 182 p.
- LICHTENBERGER (Henry) - L'Allemagne Nouvelle. Paris, E. Flammarion, 1936, 315 p.
- MONTAGNON (B.), MARQUET (A.), DEAT M. - Néosocialisme? Ordre, autorité, nation. Préf. de Max Bonnafous. Paris, Grasset, 1933, 145 p.
- MOUNIER (Emmanuel) - Oeuvres, Tome I (1930-1939). Paris, Seuil, 1961, 941 p.
- ROMAINS (Jules) - Le couple France-Allemagne. Paris, Flammarion, 1934, 141 p.
- SIEGFRIED (André) - Tableau des partis en France. Paris, Grasset, 1930, 247 p.
- TARDIEU (André) - L'Heure de la décision, Paris, Flammarion, 1934, VIII - 285 p.
- TARDIEU (André) - La réforme de l'Etat. Paris, Flammarion, 1934, 142 p.
- THIBAUDET (Albert) - Les idées politiques de la France - Paris, Stock, 1932, 265 p.

3. Journaux de l'époque

a) LA PRESSE QUOTIDIENNE

L'ACTION FRANCAISE

L'AMI DU PEUPLE

LA DEPECHE (Toulouse)

L'AUBE

L'ECHO DE PARIS

LE FIGARO

L'HUMANITE

LE JOUR

LE JOURNAL

LA LIBERTE

LE MATIN

L'OEUVRE

L'ORDRE

PARIS SOIR

LE PETIT PARISIEN

LE POPULAIRE

LE PROGRES (Lyon)

LA REPUBLIQUE

LE TEMPS

b) HEBDOMADAIRES ET REVUES

CANDIDE

LE CRAPOUILLOT

ESPRIT

L'EUROPE NOUVELLE

GRINGOIRE

L'ILLUSTRATION

MARIANNE

REVUE DES DEUX MONDES

LA REVUE UNIVERSELLE

4. Rapport de la Commission d'Enquête sur les événements survenus en France de 1939 à 1945. Rapport de M. Charles SERRE, député, au nom de la Commission d'enquête parlementaire. Annexes et Documents. Paris, Imprimerie de l'Assemblée Nationale, 1951, 9 vol., 2891 p.

5. Mémoires

- FRANÇOIS-PONCET (André) - Souvenirs d'une ambassade à Berlin, Septembre 1931- Octobre 1938. Paris, Flammarion, 1946, 358 p.
- GAMELIN (Général) - Servir. T. II. Le prologue du drame 1930 août 1939. Paris, Plon, 1946, 479 p.
- GIDE (André) - Journal 1889-1939. Paris, Gallimard, 1948, 1372 p.
- GOEBBELS (Joseph) - Vom Kaiserhof zur Reichskanzlei. München, Zentralverlag der N. S. D. A. P., 1941, 308 p.
- HERRIOT (Edouard) - Jadis. Paris, Flammarion, 1952.
- Tome II. D'une guerre à l'autre 1914-1936. 651 p.
- NADOLNY (Rudolf) - Mein Beitrag. Wiesbaden, Limes Verlag, 1955, 189 p.
- PAPEN (Franz von) - Vom Scheitern einer Demokratie. Mainz, v. Hase und Koehler, 1968, 408 p.
- PAUL-BONCOUR (Augustin Albert Joseph) - Entre deux guerres. Souvenir sur la IIIe République. Tome II. Les lendemains de la victoire 1919-1934. Paris, Plon, 1945.
- REYNAUD (Paul) - La France a sauvé l'Europe. Paris, Flammarion, 1947, 2 vol., 627 et 622 p.
- REYNAUD (Paul) - Venu de ma montagne. Mémoires, Tome I, Paris, Flammarion, 1960, 509 p.
- SCHMIDT (Paul) - Statist auf diplomatischer Bühne. Bonn, Athenäum, 1950, 607 p., Bibliogr.
- WEYGAND (Général) - Mirages et réalité 1918-1939. Mémoires, Tome II. Paris, Flammarion, 1957, 523 p.
- ABETZ (Otto) Histoire d'une politique franco-allemande 1930-1950. Mémoires d'un Ambassadeur. Paris, Stock, 1953, 356 p.

II. 1. Ouvrages sur le National-socialisme et sur l'avènement d'Hitler au pouvoir.

- BRACHER (Karl Dietrich), SAUER (Wolfgang), SCHULZ (Gerhard) - Die nationalsozialistische Machtergreifung, Studien zur Errichtung des totalitären Herrschaftssystems in Deutschland 1933/34. Köln und Opladen, Westdeutscher Verlag, 1962, 1034 p. Bibliogr., Index.
- BULLOCK (Alain) - Hitler. Eine Studie über Tyrannei. Düsseldorf, Droste-Verlag, 1954, 838 p.
- BUSSMANN (Walter) - »Politische Ideologien zwischen Monarchie und Weimarer Republik«. Historische Zeitschrift 190, 1960, pp. 55 et suivantes.
- CASTELLAN (Georges) - Le Réarmement clandestin du Reich - 1930-1935. Vu par le deuxième bureau de l'Etat-major français. Préf. du Gén. Weygand. Paris, Plon, 573 p.

- Das Dritte Reich und Europa. Bericht über die Tagung des Instituts für Zeitgeschichte in Tutzing, Mai 1956. München 1957.
- DROZ (Jacques) - Le national-socialisme. »Les cours de Sorbonne«. Agrégation. Paris, Centre de documentation universitaire, sans année, 125 p.
- ERDMANN (Karl Dietrich) - »Die Zeit der Weltkriege«. pp. 1-375 édité dans: GEBHARDT (Bruno) - Handbuch der deutschen Geschichte. T. IV. Stuttgart. Union Verlag, 1961, 375 p.
- GISEVIUS (Hans Bernd) - Adolf Hitler. Versuch einer Deutung. München, Rütten und Loening Verlag, 1963, 565 p.
- GROSSER (Alfred) - Hitler, la presse et la naissance d'une dictature. Paris, A. Colin, 1959, 264 p. Bibliogr.
- NOLTE (Ernst) - Die faschistischen Bewegungen. Die Krise des liberalen Systems und die Entwicklung der Faschismen. München, Deutscher Taschenbuch Verlag, 1966, 334 p. Bibliogr.
- PAUWELS (Louis), BERGIER (Jacques) - »Quelques années dans l'ailleurs absolu«, pp. 301-460, édité dans:
PAUWELS (Louis), BERGIER (Jacques), - Le matin des magiciens. Introduction au réalisme fantastique. Paris, Gallimard, 1960, 640 p.
- RITTER (Gerhard) - »The Historical Foundation of the Rise of National-Socialisme«. pp. 381 et ss, édité dans: The Third Reich. London, 1955.
- SHIRER (W. L.) - The Rise and Fall of the Third Reich. A History of Nazi Germany. New York, Simon and Schuster, 1960, XII-1245 p., Bibliogr., Index.
- VERMEIL (Edmond) - »The Origin, Natur and Development of German Nationalist Ideology in the 19th and 20th Centuries«. pp. 3 et ss, édité dans: The Third Reich. London, 1955.

II, 2. Etudes particulières

Partis politiques, idéologies, la politique française.

- ACKERMANN (Martin) - Quelques aspects de l'opinion publique en France sur le problème allemand. (1920-1940). Thèse de doctorat, Paris, 1952, 325 p.
- BAUMONT (Maurice) - La faillite de la paix. 1918-1939. Paris, Presses Universitaires, 1945, 819 p; Bibliogr.
- BARIETY (Jacques) - »Les relations internationales en 1932-1933. Documents français; études étrangères«. Revue Historique T. CCXXXVIII, Oct. - Déc. 1967, pp. 347-364.
- BONNET (Georges) - Le Quai d'Orsay sous trois Républiques 1870-1961. Paris, Arthème Fayard, 1961, 522 p.
- BONNEFOUS (Edouard) - Histoire politique de la Troisième République. T. V. La République en danger: des Ligues au Front Populaire (1930-1936). Paris, Presses Universitaires de France, 1962, 476 p., Bibliogr.
- BORKENAU (Franz) - Der europäische Kommunismus. Seine Geschichte von 1917 bis zur Gegenwart, Bern, Francke-Verlag, 1952, 540 p.
- BRACHER (Karl Dietrich) - Die Auflösung der Weimarer Republik. Eine Studie zum Problem des Machtverfalls in der Demokratie. 2e ed. Stuttgart und Düsseldorf, 1957, 797 p.
- BRAYANCE (Alain) pseud. de GRIOTTERAY (Alain) - Anatomie du Parti Communiste Français. Paris, Denoël, 1952, 291 p.
- BROGAN (Denis William) - The Development of Modern France. London, Hamish Hamilton, 1945, X - 744 p.
- BRUGIERE (Pierre) - La sécurité collective 1919-1945. Préf. de Maxence Biblié. Paris, A. Pedone, 1946, 379 p., Bibliogr.
- CAMERON (Elizabeth R.) - Prologue to Appeasement. A Study in French Foreign Policy 1933-1936. Diss. Philadelphia 1942 Washington, American Council of Public Affairs, 1942, XI-228 p. Bibliogr. et index.
- CHASTENET (Jacques) - Histoire de la Troisième République. T. VI. Déclin de la Troisième (1931-1938). Paris, Hachette, 1962, 303 p. cartes et index.

- CHASTENET (Jacques) – Vingt ans d'histoire diplomatique (1919–1939). Genève, Editions du Milieu du Monde, 1945, 280 p., illustr. et index.
- CHEVALIER (Louis) – Histoire du XXe siècle. Fascicule II, (1929–1939). Paris, Les cours de Droit, 1964–1965, pp. 323–543.
- CRAIG (Gordon), GILBERT (Felix) – The Diplomats 1919–1939. Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1953, XI 700 p. Portr.
- DUROSELLE (Jean-Baptiste) – Histoire diplomatique de 1919 à nos jours. Paris, Dalloz, 1953, 744 p. Bibliogr.
- DUROSELLE (Jean-Baptiste) – Les relations franco-allemandes de 1918 à 1950. T I et II, les cours de Sorbonne. Histoire moderne et contemporaine, Paris, Centre de Documentation Universitaire, sans année, 139 et 127 p.
- DUROSELLE (Jean-Baptiste) – Les relations franco-allemandes de 1914 à 1939. T III. Les cours de Sorbonne. Histoire moderne et contemporaine. Paris, Centre de Documentation Universitaire, sans année, 121 p.
- ESTIER (Claude) – La Gauche Hebdomadaire, 1914–1962. Paris, A. Colin, 1962, 288 p., Bibliogr. et index.
- FLANDIN (Pierre E.) – Politique française 1919–1940. Paris, Les Editions Nouvelles, 1947, 467 p.
- FRANÇOIS-PONCET (André) – De Versailles à Potsdam. La France et le Problème allemand contemporain 1919–1945. Paris, Flammarion, 1948, 307 p.
- GIRARDET (Raoul), La société militaire dans la France contemporaine (1815–1939). Paris, Plon, Civilisations d'hier et aujourd'hui, 1953, 331 p.
- GOGUEL (François) – La politique des partis sous la IIIe République. Paris, Editions du Seuil, 3e éd. 1958, 566 p., Bibliogr.
- MARCUS (John T.) – French socialism in the Crisis Years 1933–1936. Fascism and the French Left. London, Stevens and sons, 1958, XVI – 210 p., Bibliogr. et index.
- MICAUD (Charles A.) – The French Right and Nazi Germany 1933–1939. A Study of Public Opinion. New York, Octagon books 1964, X – 255 p., Bibliogr. et index.
- MILHAUD (Albert) – Histoire du radicalisme. Paris, Société d'éditions françaises et internationales, 1951, 416 p.
- PRELOT (Marcel) – L'évolution politique du socialisme français 1789–1934, Paris, Spes, 1939, 302 p.
- RAUCH (Georg von) – »Stalin und die Machtergreifung Hitlers«. Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitschrift: Das Parlament. B 10/64 – 4. März 1964, PP. L 14–25.
- REMOND (René) – Les catholiques, le communisme et les crises (1924–1929), Paris, A. Colin, 1960, 288 p.
- REMOND (René) – La droite en France de la 1ère restauration à la Ve République. Paris, Aubier, 1963, 415 p. Bibliogr.
- RENOUVIN (Pierre) – Les crises du XXe siècle. Paris, Hachette, 2 vol., édités comme T VII et T VIII de Histoire des relations internationales, 1957 et 1958, 376 et 426 p., index.
- SIEGFRIED (André) – De la IIIe à la IVe République. Paris, Grasset, 1956, 271 p.
- TORRES (Henry) – De Clemenceau à de Gaulle. Préf. de Gaston Monnerville. Paris. Del Duca, 1958, 247 p.
- TOUCHARD (Jean) – L'esprit des années trente. Edité dans: Tendances politiques dans la vie française depuis 1789. Paris, Hachette, sans date, pp. 89–120.
- VOYENNE (Bernard) – La presse dans la société contemporaine. Paris, A. Colin, 328 p. Bibliogr. index.
- WATHEN (Sister Pary Antonia) – The Policy of England and France toward the »Anschluß« of 1938. Thèse phil. Washington The Catholic University of America Press, 1954, VIII-224 p., Bibliogr.
- WEBER (Hermann) – »Die Parteitage der K. P. D. und S. E. D. Aus Politik und Zeitgeschichte, Beilage zur Wochenzeitschrift: Das Parlament. B 2/63, 9. Januar 1963, pp. 19 bis 32.

- WERTH (Alexander) - *The Twilight of France 1933-1940*. London, H. Hamilton, 1942, XXIV - 394 p., index.
- WOLFERS (Arnold) - *Britain and France between two wars. Conflicting Strategies of Peace since Versailles*. New York, Harcourt, Brace and Co, 1940, XII-467 p. cartes, Bibliogr.
- ZIEBURA (Gilbert) - *Léon Blum. Theorie und Praxis einer sozialistischen Politik*. Berlin, Walter de Gruyter, 1963, T. I. (1872-1934), XII-528 p., Bibliogr: cartes, index, illustr.